

500 MILLIARDS DA DE CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2023

Le secteur public industriel renaît de ses cendres

Grâce aux mesures prises par le gouvernement et la mise en place d'un nouveau mode de gouvernance, le secteur public industriel retrouve des couleurs. Selon les chiffres avancés, hier par le ministre de l'Industrie et de la production pharmaceutique, 60% de ce secteur important était à l'arrêt, dont les causes sont liées principalement à la mauvaise gestion. P 3



TAYEB ZITOUNI L'A ANNONCÉ DEPUIS EL TARG

«Nous voulons faire de l'Algérie un pôle d'exportation»



Le 1er Salon national des produits algériens, inauguré hier à El Targ, constitue une opportunité pour dynamiser les échanges commerciaux entre l'Algérie, la Tunisie, la Libye et d'autres pays africains, a indiqué le ministre du Commerce et de la promotion des exportations, Tayeb Zitouni.

P 2

ALGÉRIE-SLOVÉNIE

Signature de plusieurs accords de coopération

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, hier, en compagnie du Premier ministre de la République de Slovaquie, Robert Golob, la cérémonie de signature de plusieurs accords de coopération entre les deux pays.

P 16

PRISE EN CHARGE DES MALADES

Des partenariats pour réduire les coûts de soins à l'étranger

Sous l'impulsion du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, ce secteur sensible est en train de faire sa mue. En plus des grandes infrastructures en cours de réalisation, il y a un véritable changement de paradigme en ce qui concerne la prise en charge des malades à l'étranger. En effet, le Pr Djamel-Eddine Nibouche, a expliqué que dorénavant, il n'est plus question de transférer nos malades à l'étranger mais de ramener des professionnels pour les soigner en Algérie.

P 3

PÊCHE

Badani reçoit le président de l'Union nationale des agronomes P 3

ÉTÉ 2024

Plus de 25.000 MW d'électricité mobilisés P 5

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Signature d'une convention entre l'Université d'Oran- 2 et l'Université de Sfax P 16

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Des mesures
préventives en
prévision de la saison
estivale

Le ministère de la Santé a organisé, dimanche après-midi, une rencontre pour débattre du Plan d'action maladie (PAM), dans sa deuxième édition, et des mesures préventives en prévision de la saison estivale, a indiqué lundi un communiqué du ministère.

Cette rencontre qui a regroupé, en visioconférence, les directeurs de la santé et de la population des wilayas et des établissements hospitaliers relevant du secteur, sous la supervision du Secrétaire général du ministère, a été consacrée à l'évaluation de la mise en œuvre du PAM, dans sa deuxième édition, et du processus de "numérisation des archives administratives et médicales, outre les mesures préventives adoptées en prévision de l'Aid el Adha et le début de la saison estivale". A cet égard, le Secrétaire général du ministère a souligné "la nécessité d'enrichir le PAM dans sa 2e édition, avec les propositions des directeurs de la santé et de la population des wilayas", insistant sur l'application des instructions de l'administration centrale pour la généralisation du système de numérisation, y compris la numérisation des archives administratives et médicales, conformément aux dernières directives du ministre du secteur". "La disponibilité permanente et continue des médicaments et du matériel médical, la préservation et la maintenance des appareils médicaux, outre les mesures préventives à adopter en prévision de la saison estivale", sont entre autres questions abordées lors de cette rencontre. Concernant la saison estivale, des campagnes de sensibilisation pour la prévention des maladies estivales telles que "les intoxications alimentaires, et les consignes médicales à suivre, ont été lancées, précise le communiqué.

TAYEB ZITOUNI L'A ANNONCÉ DEPUIS EL TARF

«Nous voulons faire de l'Algérie
un pôle d'exportation»

Le 1er Salon national des produits algériens, inauguré hier à El Tarf, constitue une opportunité pour dynamiser les échanges commerciaux entre l'Algérie, la Tunisie, la Libye et d'autres pays africains, a indiqué le ministre du Commerce et de la promotion des exportations, Tayeb Zitouni.

Par Slimane T

Le ministre qui effectuait une visite de travail dans la wilaya d'El Tarf, a souligné, en marge de l'inauguration de cette manifestation commerciale, que les produits algériens sont aujourd'hui «de haute qualité et performants», ce qui leur permet «de conquérir sans problème des marchés internationaux et d'y être compétitifs». «Notre ambition, aujourd'hui, est de faire de l'Algérie un pôle important d'exportation vers les différents pays du monde, notamment les pays d'Afrique et du pourtour méditerranéen», a ajouté M. Zitouni, appelant les opérateurs et les investisseurs participant à l'événement à «travailler ensemble pour une intégration économique à travers l'établissement de relations économiques et commerciales couvrant tous les domaines». Outre 50 opérateurs économiques algériens, activant dans



différents domaines, des opérateurs et hommes d'affaires de Tunisie, des membres de la Chambre de commerce et d'industrie du nord-ouest Tunisien (Béja, Jendouba et Le Kef), ainsi que des opérateurs de Libye participent à ce salon qui réunit des producteurs spécia-

lisés, entre autres, dans l'agroalimentaire, la pharmacie, les services, la sidérurgie, le bois, le plastique, le verre, l'emballage et les produits d'entretien. Lors de sa visite à El Tarf, le ministre a supervisé, dans la zone industrielle d'El Tarf, une opération d'exportation de 183 fardeaux de bois brut vers la Tunisie. À cette occasion, le ministre a réitéré l'engagement du gouvernement pour l'accompagnement et l'encouragement des industries nationales, en consentant plus d'effort dans la promotion du produit «made in algeria» sur les marchés internationaux. « Cette étape intervient dans le cadre de la stratégie du ministère pour la promotion des exportations algériennes et la diversification de l'économie nationale», affirme Zitouni. Il est à rappeler que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait fixé l'objectif d'atteindre entre 10 à 11 milliards de dollars d'exportation hors hydrocarbure en 2024.

COUR CONSTITUTIONNELLE

Lancement d'un portail électronique dédié à l'exception
d'inconstitutionnalité

Le président de la Cour constitutionnelle, Omar Belhadj a supervisé, lundi à Alger, le lancement d'un portail électronique dédié à l'exception d'inconstitutionnalité, permettant à tout un chacun de consulter tout ce qui concerne ce domaine. Ce portail a été lancé en

marge de l'ouverture des travaux de l'atelier sur "le rôle de la Cour constitutionnelle dans l'interprétation des dispositions constitutionnelles", organisé par la Cour constitutionnelle en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Dans son allocution à cette occasion, M. Belhadj a affirmé que le portail "permet à tout un chacun de consulter tout ce qui concerne l'exception d'inconstitutionnalité, en matière de jurisprudence et de nouveautés, selon les critères d'efficacité, de rapidité et de précision". Cette dé-

marche vient renforcer le site électronique de la Cour constitutionnelle, consciente, a-t-il ajouté, de l'importance de son rôle visant à informer les citoyens sur leurs droits garantis par la Constitution et leur permettre de les exercer.

SPÉCIALISÉ DANS LA FALSIFICATION DE DOCUMENTS OFFICIELS

Démantèlement d'un réseau criminel à Sétif

La brigade économique et financière de la Sûreté de wilaya de Sétif a démantelé un réseau criminel spécialisé dans la falsification de documents officiels, administratifs et bancaires, et saisi du matériel informatique et des cachets officiels, a-t-on appris lundi auprès de ce corps constitué. Le démantèlement de ce réseau composé de 9 individus âgés entre 19 et 38 ans, dont une femme, et qui agissait à l'échelle nationale, a permis la saisie de 91 cachets, 4 ordinateurs et 2 imprimantes multifonctions. L'opération a été menée à la suite de l'exploitation

d'informations faisant état des activités suspectes du propriétaire d'un bureau d'affaires élisant domicile dans la commune d'El-Eulma (Est de Sétif). Les investigations des policiers ont établi que cet individu falsifie des factures commerciales et des documents bancaires, de connivence avec certains commerçants de la ville et d'ailleurs qui utilisent leurs cachets commerciaux pour émettre des factures à leurs clients en échange de commissions financières, alors que le produit de ces transactions suspectes alimente le compte du propriétaire d'une société

fictive à Alger. L'enquête a également révélé l'implication dans cette affaire d'une femme de 32 ans qui établissait des copies de relevés bancaires au profit du propriétaire de la société fictive. Cette femme a été interpellée avec saisie de deux ordinateurs et d'une imprimante utilisés pour la falsification de documents. Le principal bénéficiaire de la fraude, âgé de 36 ans, utilisait les faux documents et les relevés bancaires pour justifier des transactions commerciales douteuses auprès des services fiscaux, en rédigeant des fausses factures avec l'accord d'autres

parties en échange d'un pourcentage sur chaque transaction effectuée, causant ainsi des pertes importantes au Trésor public, ont précisé les services de la sûreté de wilaya de Sétif. Un dossier pénal a été constitué à l'issue des procédures judiciaires, à l'encontre des membres de ce réseau pour les délits de fausses facturations, faux et usage de faux en écritures commerciales, escroquerie, fraude fiscale et blanchiment d'argent. Les individus arrêtés ont été déférés devant le procureur de la République près le tribunal d'El Eulma, a-t-on précisé.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programme.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

500 MILLIARDS DE DA DE CHIFFRE D’AFFAIRES EN 2023

Le secteur public industriel renaît de ses cendres

Grâce aux mesures prises par le gouvernement et la mise en place d’un nouveau mode de gouvernance, le secteur public industriel retrouve des couleurs. Selon les chiffres avancés hier par le ministre de l’Industrie et de la production pharmaceutique, 60% de ce secteur important était à l’arrêt, dont les causes sont liées principalement à la mauvaise gestion et gouvernance.

Par Sirine R

Le ministre Ali Aoun, qui s’exprimait au Forum de la radio nationale, a rappelé que le président de la république, Abdelmadjid Tebboune, a donné des instructions fermes pour la relance du secteur industriel public, possédant tous les moyens et capacités de réussites. Il suffit juste de mettre en place une nouvelle réorganisation et mode de gestion. En effet, « nous avons accordé une grande importance à l’amélioration de la gestion et de la gouvernance. D’ailleurs, avec la mise en application des contrats de performances, toutes les entreprises sont sous la loupe. Les résultats de ce système commencent à donner des fruits », indique-t-il. En 2023, ce secteur a réalisé un chiffre d’affaires de 500 milliards de DA. Un chiffre qui devrait s’accroître durant les prochaines années, dira-t-il. Abondant en termes de chiffres, le ministre indique le secteur public est composé de 1.4 millions PME- PMI qui créent 3 millions. La densité des entreprises privées, souligne Aoun, est de 30 PME/1000 habitants. Le nombre d’entreprises et usines publiques s’élève, quant à lui, à 174000 entités, ajoute-t-il, en notant que le tissu industriel est composé à 85% par le secteur privé. Par ailleurs, le ministre a in-

diqué que les secteurs de l’acier, des matériaux de construction et pharmaceutique contribuent fortement dans l’augmentation des exportations hors hydrocarbures. Les chiffres sont à l’appui. Près d’un milliard de dollars est les recettes engrangées par l’exportation de l’acier par Algerian Qatari Steel (AQS), le complexe de Tosayli et celui de Sider El hadjar. Concernant le ciment, plus de 400 millions de dollars d’exportation ont été réalisées en 2023. Des performances importantes, dira le ministre, en soulignant que l’Algérie est passée d’un pays importateur à un pays exportateurs en matière d’acier et du ciment. L’autre secteur qui contribue également à la diversification de l’économie nationale c’est bien celui de l’industrie pharmaceutique. Avec les 207 unités de production, l’Algérie occupe la première place africaine et arabe en matière de production pharmaceutique, dont le marché local est assuré hauteur de 70%. L’entrée en production de nouveaux projets permettra d’augmenter ce taux à 80% d’ici fin 2024. Cette industrie pharmaceutique a contribué également à la réduction de la facture d’importation de médicament à un milliard de dollars en 2024, après avoir été à plus de 4 milliards de dollars en 2020. Ainsi, l’industrie pharmaceutique compte également

augmenter ses exportations à 80 millions de dollars en 2024 contre 6 millions en 2023. En effet, en dépit de ces avancées, un grand travail reste encore à faire en matière de production de médicaments et traitements destinés aux maladies chroniques et cancéreux, dont 40% de ces produits parviennent de l’étranger. Au passage le ministre a rassuré sur encore une fois sur la qualité de produits et médicaments «made in algeria». « Notre produits et médicaments sont de qualité et fabriqués selon les normes internationaux », affirme-t-il. Concernant le secteur automobile en Algérie, Ali Aoun a révélé que son département ministériel souhaite développer l’industrie et l’assemblage automobile en Algérie, dans le but de sortir de la dépendance et d’éliminer la pénurie constatée sur le marché automobile. Quant aux zones industrielles, Ali Aoun a révélé l’entrée d’une nouvelle agence spécialisée dans le foncier industriel, dont la mission est d’assurer la mise à disposition de toutes les facilités aux investisseurs dans ce domaine, et d’être responsable de la gestion de ces zones industrielles. A cet égard, le ministre a noté les efforts déployés par l’Etat algérien dans ce domaine pour lever les obstacles aux investisseurs dans ce secteur.

PÊCHE

Badani reçoit le président de l’Union nationale des agronomes

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani a reçu, lundi à Alger, le président de l’Union nationale des agronomes (UNA), Mounib Oubiri avec lequel il a examiné les perspectives de renforcer la coopération et le partenariat dans la filière Aquaculture et d’accompagner les projets du secteur, a indiqué un communiqué du ministère. Intervenant lors de cette rencontre qui s’est déroulée en présence des membres du bureau national de l’UNA, M. Oubiri a affirmé la volonté de son organisme à se mettre au diapason du développement que connaît le secteur, notamment en matière d’aquaculture intégrée à l’agriculture. Il a également affirmé la disposition de ses cadres dont des ingénieurs et des spécialistes à assurer un accompagnement aux projets d’investissement en la matière, et ce dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie sectorielle, a ajouté la même source. Dans ce sillage, le ministre a salué le rôle "important" de l’UNA et la "plus-value" qu’il puisse apporter, à savoir la possibilité d’accompagner les agriculteurs désirant accéder à l’activité de l’aquaculture intégrée à l’agriculture tout en bénéficiant des avantages financiers et fiscaux décidés par le ministère. Cet accompagnement concerne, en outre, la sensibilisation des agriculteurs aux avantages de l’irrigation par les eaux de l’aquaculture, a ajouté M. Badani. Les deux parties sont convenues de "reconduire la convention signée entre la Chambre algérienne de la Pêche et l’Aquaculture (CAPA) et l’UNA et de prévoir des programmes de formation en faveur des agronomes dans le domaine de l’aquaculture des eaux douces et de celle intégrée à l’agriculture", a ajouté la même source.

PRISE EN CHARGE DES MALADES

Des partenariats pour réduire les coûts de soins à l’étranger

Par Réda Hadi

Sous l’impulsion du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, ce secteur sensible est en train de faire sa mue. En plus des grandes infrastructures en cours de réalisation, il y a un véritable changement de paradigme en ce qui concerne la prise en charge des malades à l’étranger. En effet, le Pr Djamel-Ed-dine Nibouche, a expliqué que dorénavant, il n’est plus question de transférer nos malades à l’étranger mais de ramener des professionnels pour les soigner en Algérie. Dans sa nouvelle stratégie, récemment élaborée, la CNAS (Caisse nationale des assurances sociales) opte pour des soins prodigués en Algérie via des partenariats à l’international dans des structures de haut niveau. En effet, le Pr Nibouche a, chez nos confrères de la radio nationale, avancé deux raisons essentielles ayant motivé ce choix. Pour cet éminent Professeur, la prise

en charge des patients algériens que l’on transfère à l’étranger va beaucoup changer du fait d’un dynamisme nouveau. Ce nouveau système mis en place, va permettre que le patient soit prioritaire aux soins en Algérie avec la possibilité de soins de très haut niveau. Et d’expliquer que d’abord, ça servira à réduire les coûts des soins à l’étranger, mais surtout créer l’opportunité d’un transfert technologique de haut niveau inéluctable pour des soins hautement spécialisés, et à la clé un transfert de technologie et d’expertise. A cela, celui-ci a mis en avant la signature d’un accord entre la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (Cnas) et le premier Groupe hospitalier italien Gruppo San Donato. « Cette convention est très importante. Elle a été signée avec la plus grande institution de santé en Italie, qui regroupe plusieurs hôpitaux de très haut niveau », souligne ce spécialiste. Cela doit permettre de diminuer les

prises en charge à l’étranger et de préciser que « Nous avons changé de cap, de politique. Il s’agit désormais de signer des partenariats avec de grands hôpitaux étrangers afin de transférer la technologie et le savoir-faire en Algérie pour soigner ces malades dans nos hôpitaux », atteste-t-il. « Cela va nous permettre, d’une part, de diminuer le coup de prise en charge des malades, tout en assurant un vrai transfert de technologie. Cela pour former nos équipes et les aguerrir encore plus sur les maladies très complexes et difficiles à traiter », poursuit-il. Ce changement de paradigme est une véritable révolution dans notre système de santé. A travers ces accords avec des établissements étrangers, le Pr Nibouche souligne également que l’exécutif exige ainsi une approche adaptée devant permettre aux professionnels de la santé d’acquérir de nouvelles connaissances sur les techniques avancées de diagnostic et de traitement des maladies à travers la

coopération avec des établissements sanitaires et des spécialistes étrangers. En fait, cette approche est déjà bien établie dans de nombreux hôpitaux algériens, même si elle est utilisée à petite échelle. En effet, des malades bénéficient aujourd’hui d’interventions chirurgicales non disponibles dans les hôpitaux nationaux, par un recours à des compétences étrangères, qui réalisent ces interventions en Algérie, avec l’assistance de cadres médicaux locaux. Le Pr Nibouche a terminé ses propos chez nos confrères, en citant en premier les pathologies cardiaques et la scoliose entre autres, pour ces partenariats. Il est également revenu sur le rôle « toujours extrêmement efficace de la CNAS par la mise en place d’une stratégie passant par le conventionnement des actes médicaux avec différentes cliniques, particulièrement privées, pour les insuffisances rénales et les accouchements (...) ce qui soulage énormément le secteur public ».

PREMIÈRE EN ALGÉRIE
Algérie Télécom
baisse ses tarifs
d'internet illimité et
augmente ses débits
jusqu'à 1 Gbps !

Dans le but de garantir à sa clientèle une expérience optimale de connectivité, Algérie Télécom a l'immense plaisir d'annoncer le lancement de nouvelles formules d'abonnement exceptionnelles IDOOM FIBRE, ADSL et VDSL. Pour la première fois en Algérie, des paliers ultrarapides jusqu'à 500 Mbps et jusqu'à 1 Gbps seront introduits, avec une baisse tarifaire sur les formules de débits existants égales ou supérieures à 20 Mbps, effective à partir de ce lundi 27 mai 2024. « Les nouveaux Tarifs sont proposés comme suit : Débit de 20 Mbps : de 2599 DA à 2200 DA; Débit de 50 Mbps : de 2799 DA à 2400 DA; Débit de 100 Mbps : de 2999 DA à 2600 DA; Débit de 200 Mbps : de 3599 DA à 2800 DA; Débit de 300 Mbps : de 3999 DA à 3000 DA; Débit de 500 Mbps : 3600 DA; Débit de 1 Gbps : 4200 DA» En outre, les clients résidentiels IDOOM Fibre disposant d'un débit de 20 Mbps et plus bénéficieront d'une augmentation systématique vers des débits supérieurs, sans frais supplémentaires. À travers cette nouvelle offre, Algérie Télécom témoigne de son engagement continu à répondre favorablement aux besoins croissants de sa clientèle en matière d'internet haut et très haut débit.

OMS
L'organisation
lance un nouveau
mécanisme de
financement

L'Organisation mondiale de la santé a officiellement lancé dimanche une nouvelle méthode de financement destinée à lever les milliards de dollars de fonds "durables, prévisibles et souples" dont elle a besoin pour financer ses priorités sur la période 2025-2028. "Même avant la pandémie de Covid-19, le monde était en retard par rapport aux objectifs de développement durable liés à la santé. Maintenant, c'est encore pire", a lancé le patron de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, dimanche à Genève, appelant à "un changement radical de cap". Le secrétariat de l'OMS doit présenter cette semaine son programme de travail pour la période 2025-2028 à ses 194 membres réunis en Assemblée mondiale de la santé à Genève. Pour le financer, l'organisation estime avoir besoin de 11,1 milliards de dollars. Elle pense être assurée d'en toucher plus d'un tiers, soit 4 milliards, notamment grâce à la hausse prévue des contributions des Etats membres. Elle va donc tenter de trouver les 7 milliards de dollars manquants en faisant appel à une large palette de donateurs, notamment des fondations.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

AAST

Signature de deux conventions-
cadres de coopération
scientifique et technique

L'Académie algérienne des sciences et des technologies (AAST) a signé, dimanche à Alger, deux conventions-cadres de coopération scientifique et technique avec l'Agence du service géologique d'Algérie (ASGA) et l'Agence spatiale algérienne (ASAL). La première convention a été signée par le secrétaire général de l'AAST, Rabah Latrach Bouteldja, et la présidente du comité de direction de l'ASGA, Karima Bakir-Tafer. Dans ce cadre, le SG de l'AAST a affirmé que l'Académie « met-

tra toutes ses ressources au service de cette agence », ajoutant que la signature de cette convention était à même de « renforcer la coopération » entre les deux parties. Pour sa part, Mme Bakir a mis l'accent sur l'importance de cette convention qui permettra « la promotion de la recherche, notamment dans le domaine des sciences de la terre à travers le renforcement de l'innovation et du transfert technologique ainsi que la participation aux programmes et projets de recherche scientifique, outre l'or-

ganisation de séminaires et colloques scientifiques ». Par ailleurs, l'Académie a signé une convention avec l'Agence spatiale algérienne (ASAL). La convention a été cosignée par M. Kara Mohamed Hichem, président de l'AAST et M. Azzedine Oussedik, directeur général de l'ASAL. La convention-cadre a pour objectif « le renforcement de la coopération scientifique et de la recherche technologique entre les deux parties ».

JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ENFANT

Mme Krikou accompagne des enfants en visite au Pôle
scientifique et technologique de Sidi Abdallah

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouter Krikou a accompagné, dimanche, un groupe d'enfants dont des enfants aux besoins spécifiques, pour une visite au pôle scientifique et technologique de la Nouvelle ville de Sidi Abdallah à Alger. Lors de cette visite organisée au profit des enfants des établisse-

ments spécialisés relevant du secteur de la solidarité nationale et des scouts musulmans algériens, en présence du secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelhakim Bentellis, la ministre a précisé que cette visite visait à "sensibiliser ces enfants scolarisés à l'importance des spécialités techniques modernes". Elle a

ajouté que le ministère de la Solidarité nationale a organisé cette visite à l'occasion de la Journée internationale de l'enfant, célébrée le 1er juin de chaque année, afin de "faire découvrir à ces enfants scolarisés, en tant que futurs étudiants, cet édifice scientifique et de mettre en exergue l'importance des spécialités telles que les mathématiques et l'intelligence artificielle". Au cours

de cette visite, les enfants ont visité certains espaces de cet édifice scientifique, notamment l'Ecole nationale supérieure de mathématiques et l'Ecole nationale supérieure d'intelligence artificielle, où ils ont reçu des explications simplifiées sur certaines spécialités dans ce domaine.

FINANCEMENTS INTERNATIONAUX

Les travaux des Assemblées annuelles de la BAD
s'ouvrent à Nairobi sous le signe de la réforme

Les travaux des Assemblées annuelles du groupe de la Banque africaine de développement (BAD) ont débuté, lundi à Nairobi (Kenya), avec la participation de plus de 3.000 délégués venus discuter principalement de la réforme de l'architecture financière mondiale comme nécessité pour l'accélération de la transformation économique en Afrique. La délégation algérienne à cet événement, qui coïncide avec le 60 anniversaire de la création de cette institution financière panafricaine, est conduite par le ministre des Finances et gouverneur de la BAD pour l'Algérie, Laaziz Faïd, en qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Durant les cinq jours de travaux de ces Assemblées annuelles, les participants se pencheront sur les moyens à même d'accélérer la transformation structurelle des économies africaines comme panacée pour atteindre les objectifs de développement, en s'appuyant sur une nouvelle configuration de l'architecture financière mondiale. Le programme, durant les deux premiers jours, comprend essentiellement des événements statutaires, avec plusieurs réunions du Conseil des gouverneurs consacrées, entre autres, à l'examen et l'approbation du bilan de la BAD, à l'adoption des états financiers et des rapports annuels, et aux discussions sur les priorités stratégiques de la Banque.

Au menu du troisième jours des Assemblées, il est prévu une séance de Dialogue présidentiel, qui donnera lieu à un échange structuré entre les présidents et les chefs d'Etats et de gouvernements invités (ou de

leurs représentants) sous le thème: "La transformation de l'Afrique, le groupe de la Banque africaine de développement et les réformes de l'architecture financière mondiale".

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 27 ماي 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 27 mai 2024

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²		المنتجات	
DA / Kg			دج / كلف			
Produits	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	78	91	65	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	78	89	66	الطماطم	
	Oignon sec	92	102	82	البصل الجاف	
	Ail sec	422	484	361	الثوم الجاف	
	Ail vert	109	123	95	الثوم الأخضر	
	Carotte	70	78	61	الجزر	
	Navet	90	100	80	لفت	
	Petit pois	262	285	238	الجبانة	
	Fève verte	106	119	93	القول الأخضر	
	Courgette	90	100	80	الكوسة	
	Haricot vert	238	261	216	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	121	136	107	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	447	570	323	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	549	668	429	التمر	
	Orange	184	227	141	البرتقال	
	Citron	158	177	139	الليمون	
	Banane	363	377	349	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1704	1820	1588	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	342	355	330	الدجاج	
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	103	90	حليب البقر (لتر)	

ELLE AMBITIONNE DE LA PORTER À 200 MILLIARDS M³/AN

L’Algérie veut doubler sa production en gaz naturel

L’Algérie veut doubler sa production en gaz naturel. Elle ambitionne de la porter à environ 200 milliards de mètres cubes/an au cours des prochaines années. C’est ce que le ministre de l’Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a révélé avant-hier, lors d’une conférence de presse tenue en marge des travaux de la Réunion nationale des directeurs de la distribution du groupe Sonelgaz et des directeurs de l’énergie et des mines au niveau des wilayas.

Synthèse S R

Il a précisé a précisé que «la stratégie d’investissement tracée par la compagnie Sonatrach vise à porter la production de gaz naturel au cours des cinq prochaines années à 200 milliards de m3 par an, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a ordonné d’augmenter le volume des exportations à 100 milliards de m3 par an». Il a expliqué que «l’objectif fixé à court terme, soit dans les cinq ans à venir, est d’atteindre une production de 200 milliards de mètres cubes de gaz naturel pour couvrir la demande croissante au niveau national et augmenter les volumes destinés à l’exportation». Après avoir rappelé que «la production annuelle moyenne de gaz naturel a atteint au cours des dernières années 137 milliards de m3», le ministre a affirmé que la consommation de gaz naturel en Algérie, un indicateur positif, était en hausse, notamment après l’entrée en exploitation de plus de 1.400 nouvelles usines durant la période 2023-2024 et

avec les réalisations dans le secteur de l’habitat, qui distribue plus de 500.000 unités de logement chaque année, «ce qui nécessite, selon lui, d’assurer l’approvisionnement en gaz naturel et de s’adapter au développement économique du pays à tous les niveaux». Arkab a souligné, à ce propos, l’importance d’accroître la production des hydrocarbures dans les années à venir, rappelant que «les contrats de partenariat conclus récemment par le groupe Sonatrach avec de grandes compagnies mondiales, dans le cadre des dispositions de la nouvelle loi sur les hydrocarbures, s’inscrivent dans cette optique». «Des efforts sont en cours pour réaliser de nouvelles explorations pour couvrir la demande croissante, notamment dans les industries manufacturières et les usines de pétrochimie», a-t-il ajouté. M. Arkab a, par ailleurs, annoncé le parachèvement de la préparation de la dernière phase des négociations pour le lancement du projet de raccordement électrique entre l’Algérie et les pays européens via la Méditerranée. A cet égard, le ministre s’est félicité du

niveau atteint par Sonelgaz et ses cadres en termes de maîtrise des technologies modernes et de gestion du système électrique, soulignant que «le niveau atteint par l’entreprise publique dans ce domaine a rassuré les partenaires européens quant à la capacité de l’Algérie à réaliser ce projet». Le ministre a relevé que la réalisation de ce projet permettra au groupe public d’exporter l’énergie électrique via une ligne maritime reliant l’Algérie au sud de l’Europe, estimant que «l’Algérie deviendra une puissance majeure dans la production de l’électricité et la maîtrise de la chaîne énergétique (production, transport et distribution)». Répondant à une question sur le projet de développement des énergies renouvelables, M. Arkab a affirmé que tous les projets inscrits au titre du programme de 3.200 mégawatts d’énergie solaire photovoltaïque avaient été lancés effectivement cette année pour être réceptionnés dans un délai de 24 mois, ajoutant que ces projets permettront d’économiser 1,2 milliards de m3 de gaz par an.

TOUGGOURT

Raccordement de plus de 3.750 foyers aux réseaux électrique avant fin 2024

Plus de 3.754 foyers seront raccordés aux réseaux d’électricité et de gaz naturel avant fin 2024 à travers les régions reculées des communes de Taibet , et El Hadjira dans la wilaya de Tougourt , ont indiqué lundi, les services de la direction de distribution d’électricité et du Gaz (Sonelgaz - distribution). Ce programme de développement, pour lequel une enveloppe financière de 534 millions dinars a été allouée, prévoit la réalisation d’un réseau électrique au profit de 260 familles dans les communes d’El-Alia, Bennacer et M’Naguer , d’une longueur de 32 kilomètres , dont plus de 10 kilomètres ont été réalisés à ce jour, ce qui a permis l’approvisionnement de 160 foyers en cette énergie vitale, a déclaré à l’APS la chargée de communication, Mounia Bada. Cette opération permettra également le raccordement de pas moins de 3. 334 foyers au réseau de distribution du gaz naturel d’une longueur globale de plus de 100 kilomètres , à travers plusieurs groupements d’habitations et zones reculées des communes de Taibet et El-Hadjira, à l’instar des localités de Chaga , El-Koudsi, Berhamoun et Dzouia . Selon la même source, les services de la société Sonelgaz ont achevé récemment une opération de raccordement de 107 foyers au réseau électrique dans la commune de Megarine. Ce projet qui a nécessité une enveloppe financière de 30 millions dinars, prévoit la réalisation de deux transformateurs électriques et un réseau électrique d’une longueur de 4 kilomètres, a-t-on fait savoir .

ÉTÉ 2024

Plus de 25.000 MW d’électricité mobilisés

Le ministre de l’Energie et des Mines, Mohamed Arkab a indiqué que le Groupe Sonelgaz a mis en place un programme spécial pour couvrir la demande croissante d’électricité durant l’été prochain avec la mobilisation de 25,5 milles mégawatts (MW) de cette énergie, précisant que le pic de la consommation avait atteint 18,6 milles MW l’été dernier. Lors d’une conférence de presse tenue, dimanche à Alger, en marge de la réunion des directeurs de distribution du groupe Sonelgaz et des directeurs de l’énergie et des mines au niveau des wilayas, M. Arkab a souligné que l’énergie qui sera mobilisée dépassera les prévisions initiales estimées à 20.000 mégawatt. «Cette mobilisation permettra d’assurer un approvisionnement adéquat en électricité et d’éviter les coupures durant cette saison qui enregistre des niveaux de consommation record», a-t-il ajouté. Le ministre a également indiqué que le Groupe Sonelgaz avait entamé les préparatifs pour l’été prochain dès septembre 2023, en finalisant tous les travaux et projets nécessaires pour garantir un ap-

provisionnement en électricité dans les meilleures conditions possibles pendant la période estivale. A cet égard, M. Arkab a souligné qu’un programme d’urgence a été mis en œuvre pour renforcer le réseau de transport d’électricité, notamment dans les 16 wilayas ayant enregistré une consommation d’électricité exceptionnelle l’année dernière. Afin de répondre aux besoins en électricité des citoyens, toutes les mesures nécessaires ont été prises par les filiales du groupe Sonelgaz pour renforcer la production d’électricité, revoir l’organisation du réseau et renforcer certains équipements électriques capables de supporter des températures extrêmes dépassant 55 degrés, a ajouté M. Arkab qui a rassuré, par ailleurs, quant à la disponibilité de l’électricité pour tous les consommateurs, qu’il s’agisse des citoyens ou des entreprises industrielles. Le ministre a également affirmé que toutes les mesures ont été prises en vue d’assurer une intervention permanente en cas de coupure éventuelle, par les équipes spécialisées dans la production, la distribution et le transport d’électri-

cité et de gaz du Groupe Sonelgaz, avec pour objectif de réparer les pannes dans les plus brefs délais. Selon les explications fournies par le ministre, de nouvelles stations d’une capacité globale de plus de 2000 mégawatts sont entrées en service au cours de cette année, qui permettront, selon lui, d’augmenter la quantité d’électricité produite à plus de 25.000 mégawatts. Pour sa part, le Président Directeur Général (PDG) de Sonelgaz, Mourad Adjal, a affirmé lors de cette rencontre que "l’année 2023 a été l’année des grands défis pour Sonelgaz", où ce dernier a prouvé qu’"il est une entité énergétique stratégique capable de se mettre au diapason des mutations économiques effrénées à l’intérieur comme à l’extérieur du pays, accompagnée en cela par une vision prospective et une forte volonté politique de relancer l’économie nationale". Dans ce cadre, M. Adjal a indiqué que le groupe poursuit la concrétisation des engagements du président de la République, notamment le programme intensif de raccordement aux réseaux électrique et de gaz des régions éloignées, des périmètres agricoles, des zones in-

dustrielles et des zones d’activités, ainsi que le programme d’installation des détecteurs de monoxyde de carbone, outre, les stations de rechargement des voitures électriques, et la création de laboratoires de contrôle des appareils électroménagers fonctionnant au gaz. Pour le bilan annuel, M. Adjal a rappelé en particulier les exportations réalisées en matière d’équipements et de services, notamment dans le domaine de la formation, vers les pays africains et européens, outre, l’exportation de l’énergie électrique, qui représentent selon lui des indicateurs encourageant à aller de l’avant et à investir les marchés extérieurs. La rencontre annuelle des directeurs des entreprises du groupe Sonelgaz et du ministère de l’Energie et des Mines a vu la présence du ministre de l’Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, du ministre de l’Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, du ministre du Travail, de l’Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, en sus de cadres du secteur de l’Energie et des Mines et des syndicalistes.

R E.

JIJEL

Réception "prochaine" des travaux d'ouverture et d'aménagement de 66 km de pistes forestières

Les travaux d'ouverture et d'aménagement de 66 km de pistes forestières à travers plusieurs communes de la wilaya de Jijel devront être réceptionnés "avant la fin du mois de juillet prochain" dans le cadre du programme d'urgence de lutte contre les incendies et de protection de la forêt, apprend-on dimanche du conservateur local des forêts. Dans une déclaration à l'APS, M. Abdelmalek Layeb a précisé que la conservation des forêts est sur le point de concrétiser un programme varié de protection des forêts contre les incendies par l'ouverture et l'aménagement de 66 km de pistes forestières et l'exécution d'autres travaux sylvicoles. Près de 50 % du programme d'ouverture et d'aménagement de pistes forestières ont été exécutés au cours des quatre premiers mois de l'année en cours et sera totalement achevé "avant la fin de juillet prochain", a ajouté le même cadre. Cinq points de collecte d'eau sur 10 programmés ont été aménagés et les cinq restants le seront "prochainement", a-t-il indiqué. Au cours de 2023, huit points de collecte d'eau, des tranchées anti-incendie et des tours de surveillance ont été réalisés outre l'ouverture et l'aménagement de 80 km sur 167 km programmés dont la réception totale est attendue "fin juillet prochain", a rappelé le même cadre. Le secteur des forêts de la wilaya de Jijel a été doté "dernièrement" de drones pour une meilleure surveillance des aires forestières et faciliter les missions des forestiers, a ajouté le même cadre.

OUM EL-BOUAGHI

Une production prévisionnelle de 1,7 millions quintaux de céréales

La direction des services agricoles de la wilaya d'Oum El-Bouaghi prévoit une production de 1,7 millions quintaux de céréales au titre de l'actuelle saison agricole 2023/2024, apprend-on dimanche du chargé de la gestion de cette direction, Ferhat Henek. Cette récolte devra être obtenue au terme de la moisson de superficies céréaliers de 210.511 hectares, a précisé à l'APS le même responsable qui a rappelé qu' "une très faible production avait été obtenue la saison précédente 2022/2023 sur superficie emblavée estimée à 198.000 hectare". La surface emblavée cette saison est constituée de 102.000 hectares consacrés au blé dur, 78.000 hectares à l'orge et 27.000 hectares au blé tendre, a précisé la même source. La wilaya d'Oum El-Bouaghi dispose de 19 points de stockage de céréales relevant des deux Coopératives de céréales et légumes secs du chef-lieu de wilaya et d'Ain M'lila totalisant une capacité de 198.000 quintaux, a souligné le même cadre.

BLIDA

Lancement d'une campagne de recyclage des pneus usés

Une campagne de recyclage et de valorisation des pneus usés a été lancée dernièrement à Blida par la direction locale de l'environnement et des énergies renouvelables, au titre des préparatifs de la saison estivale connue pour la fréquence des incendies de forêts, a-t-on appris, de responsables du secteur.

Cette campagne, lancée durant le mois en cours, en coordination avec différents partenaires, acteurs sociaux et l'établissement public de gestion des centres d'enfouissement technique (CET) de Blida, vise « la protection du milieu naturel et de l'environnement de ces déchets », a indiqué, à l'APS, le directeur du secteur, WahidTchachi. « Elle est également inscrite au titre de la prévention et de la lutte contre les dangers des incendies de forêts », a-t-il ajouté. Cette opération, également, inscrite dans le cadre de la stratégie nationale du ministère de tutelle, a permis depuis son lancement, la récupération de plus de 1.800 pneus usagés de différents types en milieu naturel, dont 700 inexploitable, récupérés la semaine passée par l'établissement de gestion des CET auprès d'un garage de réparation de pneus de la commune de

Bouaârfâ, mitoyen à une forêt. Outre l'aspect préventif, cette campagne participe également à l'économie circulaire, à travers la collecte de différents types de pneus inexploitable pour leur recyclage et valorisation, a souligné M.Tchachi, appelant tous les partenaires, entre communes, associations, entreprises publiques et privées, comités de quartier et réparateurs de pneus à s'impliquer dans cette campagne. Cette action de recyclage des pneus usagés s'ajoute à d'autres de valorisation des déchets déjà initiées à Blida, à l'image de celles ayant ciblé le carton, le papier, le verre, les métaux et les déchets organiques, qui ont fait de la wilaya un pôle d'importance en matière de recyclage et de valorisation des déchets, au vu du nombre d'entreprises ayant investi ce domaine, selon une déclaration de la ministre de l'Envi-

ronnement et des Energies renouvelables lors de sa dernière visite à Blida. La wilaya de Blida compte 154 entreprises activant dans le recyclage et la valorisation des déchets, relevant pour la plupart du secteur privé et exportant des tonnes de déchets. Parmi elles, une unité privée spécialisée dans le recyclage du plastique qui exporte, chaque semaine, 250 tonnes de déchets vers l'étranger, outre une entreprise de valorisation des déchets de poulet, qui sont transformés en protéines animales et exportés vers la Chine et le Bangladesh, selon les données fournies par la direction du secteur. Outre la protection de l'environnement de la pollution, ces entreprises ont contribué à créer des postes d'emploi pour les jeunes et à réduire le volume des déchets transférés vers les CET confrontés à un problème de saturation, a souligné M.Tchachi.

BATNA

Convention de coopération entre les Scouts musulmans algériens et le Croissant-Rouge

Une convention de partenariat et de coopération a été signée, dimanche à Batna, entre le commissariat de wilaya des Scouts musulmans algériens (SMA) et le bureau local du Croissant-Rouge algérien (CRA). L'accord, signé au cours d'une cérémonie organisée en marge de l'ouverture de deux journées d'information sur les SMA, porte sur une formation en rela-

tion avec les activités du CRA, sur l'échange d'expériences et sur les interventions devant être menées en commun lors de différentes manifestations, notamment celles liées aux actions de solidarité, a indiqué Hassan Boulounis, commissaire des SMA pour la wilaya de Batna. Cette convention a été conclue dans le cadre du programme arrêté pour la célébration de la

Journée nationale des SMA (27 mai de chaque année) organisée au camp scout international au quartier de la gare, dans le centre de Batna, à proximité immédiate de l'hôtel public "Chelia" qui vient de bénéficier de certains équipements dont une salle spécialisée. Le programme des journées d'information sur les activités des SMA comprend une riche exposition mettant en avant les acti-

vités des groupes scouts, qui sera suivie, dans l'après-midi, d'un séminaire historique sur la contribution des SMA à la glorieuse Révolution. Il convient de noter qu'un défilé avait été organisé dans la soirée de samedi, au centre-ville de Batna, avec la participation de plus de 1.000 jeunes louvettes qui ont scandé, devant de nombreux citoyens, des chants patriotiques.

MILA

Lancement des travaux de réhabilitation de 32 équipements de jeunes

Les services de la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Mila ont lancé des projets de réhabilitation de 32 équipements de jeunes à travers les différentes communes, a indiqué mardi le directeur du secteur, Abderrahmane Ahmidani. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé que les équipements dont les travaux ont démarré sont "les maisons de jeunes et auberges de la jeunesse et les complexes sportifs de proximité ayant subi des dégradations nécessitant l'inscription d'actions d'entretien et de réparation de l'étanchéité pour les rendre aptes à

accueillir les jeunes dans de bonnes conditions". Une enveloppe financière de près de 120 millions DA a été dégagée pour ces travaux dont les délais de réalisation varient de 3 à 5 mois en fonction de leur nature, a-t-il dit. Dans ce contexte, la même source a déclaré que le gel a été levé au titre de l'exercice 2024 sur le projet de réalisation et d'équipement d'une piscine de proximité dans la commune de Minar Zerza dont les procédures administratives de lancement sont en voie d'être parachevées. Le secteur a également bénéficié de deux études de réalisation de pis-

cines de proximité dans les communes d'Ahmed Rachedi et Mechira en voie d'être confiées à des bureaux d'étude qualifiés, a-t-on indiqué. Ces équipements s'ajouteront, a souligné la même source, à terme aux quatre piscines semi-olympiques opérationnelles à Chelghoum Laïd, Mila, Ferdjioua et Tadjenanet et à la piscine de proximité de la commune de Yahia Beni Guecha. Ces structures accueilleront les jeunes durant la saison estivale dans le cadre du plan bleu ciblant les enfants et les jeunes incapables de se rendre vers les plages des villes côtières, a-t-on ajouté.

L'IA est prise dans l'étau des semi-conducteurs

La course aux puces pour l'IA bat son plein. Les géants du numérique se trouvent pris dans un étau industriel dont il sera difficile de sortir malgré l'action des Etats.

Par Rémi Bourgeot (1) et Estelle Prin (2)

L'explosion de l'intelligence artificielle repose autant sur le développement de modèles de langage géants que sur la puissance de calcul spectaculaire de processeurs dédiés. Ceux-ci sont en particulier conçus par l'entreprise américaine Nvidia et fabriqués par la taïwanaise TSMC. Les géants de la Big Tech tels que Microsoft, Meta et Google se retrouvent dans une relation d'ultra-dépendance face à cette concentration doublée d'une pénurie. Leurs tentatives pour y remédier, avec le soutien des Etats, sont confrontées à de redoutables défis techniques autant qu'économiques et géopolitiques. Ces défis tranchent avec leur domination dans le développement de modèles, où ils disposent des ressources pour dompter la diversification liée à l'explosion de l'open source. Les acteurs indépendants tombent dans leur orbite les uns après les autres, comme la pépite française Mistral

qui a confié à Microsoft la distribution de son modèle le plus avancé. La puissance de calcul reste le nerf industriel de la course technologique. Toute la scène de l'IA reste ultra-dépendante d'une chaîne de conception et de production de semi-conducteurs incroyablement concentrée, suivant un fonctionnement profondément industriel. Nvidia conçoit des processeurs graphiques (GPU) indispensables pour former et faire tourner les modèles d'IA générative. Nvidia est en situation de quasi-monopole avec près de 80 % de la conception de ces GPU. L'entreprise sous-traite leur fabrication à TSMC, une des rares sociétés atteignant la qualité requise. Chaque ligne de production est dédiée à un seul type de semi-conducteurs. Elles sont extrêmement coûteuses, entre 15 et 20 milliards de dollars, et nécessitent au moins deux ans de construction. Très peu d'acteurs peuvent ainsi surmonter la barrière à l'entrée sur ce marché des fonderies (« Fabs »). Toutefois, certains se lancent ou reviennent sur ce marché comme l'américain Intel ou le japonais Rapidus. Ceux déjà dans la course (TSMC, Samsung) poursuivent leurs in-

vestissements pour conserver leurs parts de marché. On a assisté à un retour actif des politiques industrielles de la part des Etats-Unis, de l'UE ou du Japon. Les « Chips Act » se sont multipliés pour augmenter la capacité de production, renforcer la sécurité économique et garantir les approvisionnements pour des usages militaires. Côté américain, l'effet d'entraînement est tel que les 39 milliards de dollars du « Chips and Science Act » ont encouragé une vague d'investissements privés de 200 milliards de dollars, par des entreprises américaines et étrangères sur le sol national. Jusqu'à ce que de nouvelles usines produisent plus de puces dédiées à l'IA, l'offre n'arrivera pas à suivre la demande mondiale. Les puces Nvidia sont chères (40.000 dollars l'unité) et en quantité limitée. Une situation à risque qui a conduit Sam Altman, le PDG d'OpenAI, à initier un projet d'investissement mondial dédié aux puces d'IA en évoquant le montant extravagant de 7.000 milliards de dollars. Face à un segment de marché estimé entre 200 et 300 milliards à l'horizon 2032 selon les cabinets d'experts, les initiatives fleurissent. Apple travaille avec

TSMC pour fabriquer des puces d'IA. Le groupe japonais SoftBank veut se transformer en une puissance de l'IA grâce à sa filiale ARM, en créant une nouvelle division dédiée à la conception mais aussi à la fabrication de puces. Alors que les géants commencent à s'organiser pour pallier leur dépendance et la pénurie de puces pour l'IA, Nvidia continue inlassablement à se positionner pour garder une longueur d'avance. Les géants du numérique se trouvent pris dans un étau industriel dont il sera difficile de sortir. Le défi est encore plus redoutable pour les autres zones économiques qui aspireaient à une autonomie dans le domaine de l'IA. L'ultraconcentration des semi-conducteurs laisse entrevoir un risque bien réel de résilience industrielle pour l'ensemble de la chaîne, jusqu'aux utilisateurs finaux, faisant de la diversification un enjeu politique majeur.

(1)Economiste et ingénieur, chercheur associé à l'IRIS.

(2)Fondatrice de l'Observatoire des semi-conducteurs

Source : Les ECHOS

Industries vertes : il faut dire merci à la Chine

Par Dani Rodrik(*)

Face à l'urgence climatique et en dépit des accusations occidentales de concurrence déloyale, les subventions de la Chine à ses industries vertes sont justifiées et bénéfiques. Une guerre commerciale sur les technologies propres se prépare. Les États-Unis et l'Union européenne, inquiets de voir les subventions chinoises menacer leurs industries vertes, ont prévenu qu'ils répondraient par des restrictions à l'importation. La Chine, quant à elle, a dénoncé auprès de l'Organisation mondiale du commerce des dispositions discriminant ses produits dans l'Inflation Reduction Act (IRA), la loi phare de Joe Biden sur le climat. Lors d'un récent voyage en Chine, la secrétaire au Trésor, Janet Yellen, a rappelé que l'industrie sidérurgique américaine avait déjà été décimée par les subventions chinoises. Elle a également averti que les États-Unis ne resteraient pas les bras croisés face au « soutien gouvernemental à grande échelle » accordé à des secteurs tels que l'énergie solaire, les véhicules électriques et les batteries.

Bien commun mondial

La Chine a développé ses industries vertes à une vitesse stupéfiante. Elle produit aujourd'hui près de 80 % des modules solaires photovoltaïques, 60 % des éoliennes et 60 % des véhicules électriques et des batteries. Rien qu'en 2023, sa capacité de

production d'énergie solaire a augmenté davantage que la capacité totale installée aux États-Unis. Mais il y a une grande différence entre ces industries et celles plus anciennes, comme l'acier et les voitures à essence : les technologies vertes sont essentielles dans la lutte contre le changement climatique, ce qui en fait un bien public mondial. La seule façon de décarboner la planète sans compromettre la croissance économique et la réduction de la pauvreté est de passer aux énergies renouvelables et aux technologies vertes le plus vite possible. Les arguments en faveur de l'octroi de subventions aux industries vertes, comme l'a fait la Chine, sont irréfutables. Au-delà de l'argument habituel voulant que les nouvelles technologies apportent un savoir-faire et d'autres externalités positives, il faut aussi prendre en compte le coût gigantesque du dérèglement climatique et les énormes avantages potentiels d'une accélération de la transition verte. En outre, les retombées des connaissances dépassant les frontières nationales, les subventions chinoises profitent non seulement aux consommateurs du monde entier, mais aussi aux entreprises étrangères tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Un autre argument de poids découle du raisonnement de second choix. Si le monde était organisé par un planificateur social bienveillant, il y aurait une taxe mondiale sur le carbone. Bien qu'il existe toute une série de systèmes régionaux, nationaux et infranationaux, seule une infime partie des émissions

mondiales est aujourd'hui soumise à un prix s'approchant du véritable coût social du carbone. Dans ces conditions, les politiques industrielles vertes sont doublement bénéfiques, pour stimuler l'apprentissage technologique et pour se substituer à la tarification du carbone. Les commentateurs occidentaux qui utilisent des termes alarmistes tels que « capacité excédentaire », « guerre des subventions » et « choc commercial » n'ont pas compris la situation. Une surabondance d'énergies renouvelables et de produits verts est précisément ce que le médecin spécialiste du climat a prescrit. Les politiques vertes de la Chine sont même à l'origine de certaines des victoires les plus importantes remportées à ce jour sur le front climatique. A mesure que les producteurs chinois augmentaient leur capacité et profitaient des avantages d'échelle, les coûts des énergies renouvelables ont chuté en dix ans, de 80 % pour l'énergie solaire, de 73 % pour l'éolien en mer, de 57 % pour l'éolien terrestre et de 80 % pour les batteries électriques ! Ces progrès étayent l'optimisme rampant des milieux climatiques, qui pensent que nous pourrions peut-être maintenir le réchauffement de la planète dans des limites raisonnables.

Nouvelle donne

L'IRA américain prévoit des centaines de milliards de dollars de subventions pour les énergies renouvelables et les industries

vertes. Si certaines incitations fiscales favorisent les producteurs nationaux par rapport aux importations, ces défauts doivent être considérés comme des compromis politiques nécessaires pour garantir l'adoption de la législation. Un petit prix à payer pour ce que de nombreux analystes considèrent comme un « changement de donne » en matière de politique climatique. Les pays ont bien sûr d'autres intérêts que le climat et peuvent nourrir des inquiétudes légitimes quant aux conséquences pour leurs propres emplois et les capacités d'innovation des politiques industrielles offensives d'Etats concurrents. S'ils estiment que ces coûts l'emportent sur les avantages pour le climat et les consommateurs, ils devraient être libres d'imposer des droits compensatoires sur les importations, comme le permettent déjà les règles commerciales. Il serait préférable pour le monde entier qu'ils ne réagissent pas de la sorte, mais personne ne peut ni ne doit les en empêcher. Ce que les gouvernements devraient éviter, c'est de décrier les politiques industrielles vertes comme des transgressions dangereuses des règles internationales. Les arguments moraux, environnementaux et économiques plaident en faveur de ceux qui subventionnent leurs industries vertes, pas de ceux qui veulent taxer la production des autres.

(*) Professeur de politique économique à la Harvard Kennedy School.

SOURCE : Les Echos

KSRELIEF ET TEDROS- OMS

Signature à Genève des accords d’une valeur de 20 millions de dollars

Le responsable du Centre d'aide humanitaire et de secours du Roi Salmane (KSrelief), le Dr Abdallah ben Abdelaziz Al-Rabeeah, a rencontré le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Dr TedrosAdhanomGhebreyesus, à Genève. La réunion s'est tenue en marge de la 77e Assemblée mondiale de la santé qui a lieu dans la ville suisse. Le représentant permanent de l'Arabie saoudite auprès des Nations unies à Genève, Abdelmohsen ben Khothaila, a également participé à la réunion. Au cours de la réunion, les deux parties ont discuté de questions d'intérêt commun liées à l'aide conjointe et aux projets humanitaires dans le secteur de la santé, ainsi que des mécanismes de prestation de l'assistance médicale aux patients et blessés dans le monde entier. Tedros a fait l'éloge des projets et programmes médicaux mis en œuvre par le Royaume, par l'intermédiaire de KSrelief, afin d'améliorer la situation sanitaire des individus dans le besoin dans plusieurs pays. Al-Rabeeah a signé cinq programmes exécutifs avec l'OMS pour le Yémen, le Soudan et la Syrie, d'une valeur totale de 19 496 000 dollars. Le premier accord vise à remédier à la grave pénurie de matériel de dialyse rénale au Soudan afin de réduire la mortalité chez les patients souffrant d'insuffisance rénale dans divers États soudanais, en fournissant du matériel en quantité suffisante pour quelque 235 000 séances de dialyse, en achetant 100 appareils de dialyse et en payant les salaires du personnel médical dans 77 centres de dialyse, pour une valeur de 5 millions de dollars. Le deuxième accord porte sur la mise en place d'une assistance médicale aux victimes du tremblement de terre en Syrie, pour un coût total de 4 746 000 dollars. Le troisième accord porte sur la lutte contre la propagation de la rougeole chez les enfants de moins de cinq ans au Yémen, pour un coût total de 3 millions de dollars. Le quatrième accord vise à améliorer les services de distribution d'eau et d'assainissement dans les établissements de santé, afin de garantir une réserve durable hydrique pour les populations les plus démunies du Yémen, pour un montant de 3 750 000 dollars. L'accord prévoit le forage de puits solaires dans dix établissements de santé. Le cinquième accord, d'une valeur de 3 millions de dollars, vise à réduire la propagation du choléra au Yémen.

COST-KILLING EN TUNISIE

Un outil essentiel pour la pérennité des PME

Dans un contexte économique mondial en constante évolution, marqué par des défis financiers de plus en plus complexes, les petites et moyennes entreprises (PME) tunisiennes se doivent de réinventer leurs stratégies pour rester compétitives. Parmi les approches les plus pertinentes aujourd’hui, la notion de «cost-killing» s’impose comme une évidence.

Le «cost-killing», c’est cette stratégie de réduction des coûts qui vise à identifier et à éliminer les dépenses superflues au sein d’une entreprise, tout en maintenant, voire en améliorant la qualité des produits ou services offerts. Une méthode qui s’inscrit dans une démarche plus large d’optimisation des ressources et qui permet de dégager des marges de manœuvre financières pour investir dans des projets stratégiques ou simplement pour améliorer la rentabilité. Pourquoi est-ce crucial pour les PME ? Ces dernières représentent le poumon de l’économie tunisienne, jouant un rôle important dans la création d’emplois et la stimulation de l’innovation. Toutefois, ces entreprises sont souvent confrontées à des marges bénéficiaires réduites et à une pression concurrentielle intense. La mise en place de stratégies de cost-killing peut donc faire la différence entre la survie et la disparition sur un marché de plus en plus compétitif. L’un des premiers leviers du «cost-killing»

consiste à optimiser les achats. Cela peut passer par une renégociation des contrats avec les fournisseurs, la centralisation des achats pour bénéficier de réductions sur les volumes, ou encore l’adoption de solutions technologiques pour mieux gérer les stocks et éviter les surcoûts liés aux surplus ou aux ruptures de stock. L’amélioration des processus de production est également un axe majeur. L’automatisation de certaines tâches, l’amélioration des flux de travail et la réduction des déchets peuvent considérablement diminuer les coûts de production. Les PME tunisiennes, souvent connues pour le gaspillage des ressources, que ce soit dans le secteur privé ou public, doivent investir dans des technologies adaptées et former leur personnel pour maximiser l’efficacité. Par ailleurs, la gestion des ressources humaines est un autre domaine où le «cost-killing» peut être appliqué. Une analyse fine des besoins en personnel, la flexibilité des horaires de travail (télétravail) et la mise en place de

programmes de formation continue peuvent non seulement réduire les coûts, mais aussi augmenter la productivité et la motivation des employés. Dans un pays où les coûts énergétiques peuvent être élevés, l’adoption de solutions énergétiques efficaces, telles que les énergies renouvelables ou les équipements à faible consommation, est une piste très importante et une source probable de grandes économies. En réduisant les coûts, elles peuvent réinvestir les ressources ainsi dégagées dans des activités génératrices de croissance, telles que le développement de nouveaux produits, l’expansion vers de nouveaux marchés ou l’amélioration de la qualité des services. Si cette culture d’entreprise est correctement implantée, elle permettra d’impliquer les collaborateurs dans les processus de rationalisation, développant ainsi un sens aigu de la gestion des ressources et devenant des acteurs clés de la performance globale de l’entreprise.

CCG (CONSEIL DE COOPÉRATION DU GOLF)

L’essor du secteur des soins de santé

Les professionnels de l’industrie pharmaceutique et des sciences de la vie se sont réunis dans la capitale des Émirats arabes unis à l’occasion de l’Abu Dhabi Global Healthcare Week, Au nombre des start-ups, investisseurs et entreprises présentes, AstraZeneca occupera une place particulière puisque le géant pharmaceutique a conclu cette semaine un accord de partenariat avec M42, société spécialisée dans les technologies de santé et soutenue par Mubadala. Les deux entreprises partenaires souhaitent étendre les capacités de diagnostic de cancer au Moyen-Orient. Et M42 projette notamment d’investir dans le séquençage des gènes du cancer du sein héréditaire. Le secteur des soins de santé apparaît clairement comme une priorité pour les pays du CCG, qui s’efforcent de diversifier leur économie en s’affranchissant de la dépendance à l’égard de la production pétrolière. On observe dans la région une prévalence forte de certaines pathologies : maladies cardiovasculaires, taux d’obésité élevés (40 % en Arabie Saoudite, 37 % au Koweït) ou encore du diabète (16,2 % de la population totale en 2021, la prévalence la plus élevée au monde et qui devrait augmenter de 86 % d’ici 2045 (selon l’International DiabetesFederation). Les dépenses courantes de santé dans le CCG - entendues comme les dépenses pour tous les biens et services de santé utilisés ou consommés au cours d’une année, à l’exclusion des dépenses d’investissement - ont augmenté continuellement, ce qui traduit l’engagement des gouvernements à étendre et à améliorer les services de santé dans toute la ré-

gion. Entre 2016 et 2020, on estime qu’elles ont crû à un taux de croissance annuel moyen de 5,8 % pour atteindre 86,8 Mds USD (dans l’ensemble du CCG). Sur ce montant total, plus de 70 % (61,3 Mds USD) ont été financés par les gouvernements, un taux en baisse (assez légère toutefois) par rapport à 2016, ce qui montre la participation croissante d’un secteur privé émergent. La pandémie de COVID 19 a contraint les gouvernements régionaux à augmenter leurs allocations budgétaires pour les soins de santé afin de renforcer les capacités et de gérer les dépenses liées aux mesures de précaution nécessaires pour lutter contre le virus. Et aujourd’hui, cette progression est conforme aux plans politiques, alors que la part de ces dépenses dans le PIB a atteint 6,1 % en 2020, contre 5,1 % en 2016. L’Arabie saoudite, plus grand marché du CCEAG, représente environ 56,6 % de l’industrie des soins de santé de la région, avec des dépenses de santé estimée à 49,1 Mds USD en 2020. Cela s’explique bien entendu en grande partie par la forte concentration de la population du Royaume (~60,1 % de la population totale du CCEAG) et par l’importance accrue accordée au développement du secteur grâce à la participation du secteur privé et aux projets public-privé. En conséquence, les dépenses de santé dans le Royaume ont augmenté à un taux de croissance économique (TCE) estimé à 4,3 % entre 2016 et 2020. Aux EAU, les dépenses de santé ont progressé à un rythme supérieur à 12 % entre 2016 et 2020 pour atteindre 19,7

Mds USD. Le pays est resté le marché à la croissance la plus rapide du CCEAG, largement soutenu par de forts investissements du secteur privé, une industrie du tourisme médical en plein essor et un soutien continu du gouvernement. Au Koweït, les dépenses de santé ont atteint 6,7 Mds USD en 2020, avec un taux de croissance annuel moyen de 6,6 % sur la période de quatre ans. Un rythme tel que les dépenses de santé émiraties et koweïties ont augmenté plus rapidement que la moyenne du CCEAG. En Oman, l’augmentation était de 5,2 %, suivis par le Qatar (2,0 %), tandis que Bahreïn a connu une baisse de 2,0 %. Une fois ce tableau dressé, on constate que les dépenses de santé par habitant du CCEAG, qui s’élèvent à 1 490,2 USD en 2019, sont supérieures à la moyenne mondiale de 1 115 USD, mais nettement inférieures à celles d’autres pays à revenu par habitant élevé. En pourcentage du PIB cette fois, le CCEAG reste à la traîne de la moyenne mondiale et des nations développées comme les États-Unis, le Royaume-Uni, le Japon et l’Australie. Les Émirats arabes unis importent des produits pharmaceutiques d’environ 72 pays, mais seuls 10 d’entre eux concentrent environ 80 % du total en valeur. En 2021, les importations de produits pharmaceutiques du pays étaient évaluée à 3,2 Mds USD en 2021. Son voisin, l’Arabie saoudite, est également un importateur net, alors que 80 % de ses médicaments sont importés d’autres pays. Le Royaume dispose toutefois de capacités nationales de fabrication de médicaments.

BÉNIN

L'Etat alloue plus de 5,6 millions \$ pour scolariser les filles

Après l'enseignement primaire, le Bénin veut étendre la gratuité de la scolarité pour les filles au secondaire. Une phase expérimentale ciblant 20 communes du pays est mise en œuvre cette année scolaire.

Pour l'année scolaire 2023/2024, le gouvernement du Bénin a débloqué la somme de 3,4 milliards de FCFA (5,6 millions USD) pour soutenir son projet de gratuité de la scolarité pour les élèves filles des établissements publics de l'enseignement secondaire général. « Il est institué, au titre de l'année scolaire 2023/2024, une allocation financière au profit des établissements publics de l'enseignement secondaire général du Bénin dans le cadre de la subvention par l'Etat des frais de contribution scolaire des élèves filles des classes du premier

cycle et des élèves filles des classes du second cycle [...] Le montant total de l'allocation est évalué à 3 437 255 000 FCFA », indiquent les deux premiers articles d'un arrêté publié par le ministère des Enseignements secondaire, technique et de la Formation professionnelle signé depuis le 1er février dernier. Cet arrêté donne tout son sens à la note ministérielle publiée le 13 février invitant les responsables d'établissement à veiller à l'application de la gratuité de la scolarité pour les filles dans 20 communes parmi les plus vulnérables du pays. Cette

mesure, en phase expérimentale, témoigne clairement de la volonté du gouvernement à maintenir les filles le plus longtemps dans le système éducatif. Une ambition gouvernementale déjà déclinée dans le cadre du Projet d'autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel (SWEDD) dont l'une des missions est d'augmenter le taux de scolarisation des filles. Rappelons que la gratuité de la scolarité des filles est déjà effective dans l'enseignement primaire au Bénin.

CAMEROUN

Le pays a importé pour 656 milliards FCFA de machines et appareils en 2023

Plusieurs entrepreneurs camerounais se plaignent de la difficulté, voire l'impossibilité de trouver certaines machines ou composantes sur un continent qui continue d'afficher le plus faible ratio d'ingénieurs professionnels par habitant au monde. Le Cameroun a importé pour 656 milliards FCFA de machines et appareils électriques et/ou mécaniques en 2023, soit +26% traduits en 136 milliards FCFA dépensés de plus que les 520 milliards FCFA

de 2022. « Les importations de cette catégorie de biens représentent 13,2% du total des dépenses d'importation en 2023, ce qui illustre la détermination du Cameroun à renforcer ses capacités en équipements technologiques en 2023, témoignant d'un dynamisme des industries » analyse l'Institut national de la statistique dans son rapport sur le commerce extérieur du Cameroun. Si l'INS affirme que ces machines et appareils « jouent un rôle crucial dans le déve-

loppement économique du pays », cette hausse des importations questionne aussi sur les capacités locales en matière de fabrication d'appareils utilitaires destinés à la vie courante des populations comme au fonctionnement des industries lourdes. Selon des experts, il faudrait former au moins 300 000 ingénieurs locaux par an sur quelques années pour rattraper le retard dans ce secteur. Les politiques de financement du domaine doivent également être améliorées.

KENYA

Development Finance Corporation va engager 180 millions \$ dans des logements pour étudiants

DFC a trouvé un accord avec le promoteur immobilier Acorn Holdings pour développer un portefeuille de logements verts en Afrique de l'Est. L'initiative vise à réduire le déficit de logements estudiantins et écologiques dans la région. L'agence américaine de financement du développement, la US International Development Finance Corporation, a signé un accord

de financement de 180 millions USD avec le promoteur immobilier et gestionnaire d'actifs de logements locatifs en Afrique Acorn Holdings Limited, pour un programme de logements verts estudiantins au Kenya. L'investissement de la DFC devrait catalyser 360 millions USD supplémentaires en monnaie locale dans ce projet, tandis qu'Acorn se chargera de

construire et d'exploiter les logements. Une fois opérationnelles, ces infrastructures constitueront l'un des plus grands portefeuilles de logements verts d'Afrique de l'Est, et participeront à résorber le déficit dans ce secteur. Le financement de la DFC a été annoncé lors du forum d'affaires USA-Kenya organisé en marge de la visite du président William Ruto aux États-Unis les 22 et 23

mai 2024. Au-delà des logements, l'agence s'est également engagée à financer des projets de mobilité électrique, de santé et de connectivité numérique au Kenya, pour un montant global de plus de 250 millions USD. Elle envisage par ailleurs ouvrir un bureau de représentation à Nairobi pour renforcer ses investissements dans le secteur privé kényan.

NIGÉRIA

Partenariat avec Schlumberger pour renforcer l'amont pétrolier

Multinationale du domaine des services pétrogaziers établie au Nigéria depuis 70 ans, Schlumberger (SLB) veut soutenir Abuja dans ses efforts en matière de recherche et d'exploitation d'hydrocarbures. La société publique du pétrole du Nigéria (NNPC Ltd) a paraphé jeudi 23 mai à Abuja, la capitale nigériane, un

accord de partenariat technique avec Schlumberger (SLB) visant à renforcer les opérations dans le segment amont de l'industrie pétrolière et gazière du pays. Concrètement, l'entente qui implique particulièrement EnServ, une filiale de la NNPC Ltd, active dans le segment, entre autres, concerne l'établissement d'une plateforme de partage

d'équipements de forage axée sur le forage de puits. À travers ce système qui sera également utilisé pour les opérations connexes au forage comme la maintenance et l'optimisation des puits existants, les parties prenantes ambitionnent d'améliorer l'efficacité de ces activités et l'utilisation optimale des frais qui leur sont associés.

« Cet accord vise à libérer les capacités d'EnServ pour le Nigéria, ce qui pourrait aider la NNPC Ltd à atteindre ses objectifs en matière d'exploration et de production », a déclaré Olivier Le Peuch, le PDG de SLB, qui considère « ce partenariat technique comme un tremplin pour accélérer la vision dont l'industrie a besoin ».

CÔTE D'IVOIRE

Le CCC réfléchit à des mesures de lutte contre la fraude à la certification dans le cacao

Sur les deux dernières décennies, le cacao certifié durable a connu un certain essor poussé par des consommateurs de plus en plus sensibles aux questions éthiques. Si cette évolution est positive pour l'industrie du cacao, la régulation du système demeure un défi dans les pays producteurs. En Côte d'Ivoire, le Conseil du Café-Cacao (CCC) envisage de limiter le nombre d'acheteurs de cacao certifié à seulement 30 contre plus d'un millier actuellement. L'annonce a été faite le 23 mai, par Yves Brahima Koné, directeur général du régulateur. Cette mesure fait partie des dispositions visant à faire face à la certification frauduleuse du cacao qui s'est développée durant la dernière décennie dans la filière ivoirienne. Profitant de l'essor du commerce équitable du cacao lié aux exigences des consommateurs de chocolat pour un produit respectant l'environnement et garantissant des conditions de vie décentes aux producteurs, de nombreux acheteurs motivés par les gains sont entrés dans le système. Grâce à la certification, ces acteurs bénéficient en effet d'une prime de 200 Fcfa/kg de la part des organismes tiers en plus des 80 Fcfa/kg garantis par le régulateur. D'après M. Koné, cette entrée massive de nouveaux acteurs véreux a conduit à constater que 97 % du cacao ivoirien était certifié Fairtrade cette année contre 50 % ces dernières années. « Ce n'est pas possible et vous ne pouvez pas me faire croire le contraire », a relevé M. Koné en s'adressant aux coopératives et aux acheteurs lors d'une réunion à Abidjan. Il faut noter que le CCC a déjà suspendu depuis le 19 avril, le programme cacao Fairtrade après avoir détecté un volume inhabituellement élevé de cacao commercialisé sur ladite plateforme. Interrogé par Reuters sur cette décision, Etienne Tehua, directeur des opérations de FairTrade West Africa indique avoir demandé la liste des acheteurs concernés par les fraudes pour effectuer des audits.

POINT-MARCHÉS

L'Europe débute incertaine une semaine sous le signe de l'inflation

Les marchés européens hésitent à l'ouverture lundi alors que sont attendus en fin de semaine de nouveaux indicateurs clés pour la trajectoire de la politique monétaire.

À Paris, le CAC 40 recule de 0,08% à 8.088,43 points vers 07h05 GMT. À Francfort, le Dax est stable. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 cède 0,07%, l'EuroStoxx 50 est inchangé et le Stoxx 600 s'érode de 0,07%. Les marchés britanniques et américains seront clos lundi, à l'occasion d'un jour férié. Les chiffres d'inflation pour mai en zone euro et aux États-Unis sont attendus vendredi, des indicateurs essentiels pour les banques centrales confrontées à une dynamique des prix persistante, de part et d'autre de l'Atlantique.

De fait, la Banque centrale européenne baissera probablement ses taux en juin mais sa politique monétaire devra rester restrictive en 2025, a argué lundi le chef économiste de l'institution, Philip Lane, au cours d'un entretien avec le Financial Times. La prudence domine donc les échanges, ce alors que les derniers chiffres de Nvidia publiés la semaine dernière ont alimenté le rallye sur les valeurs technologiques. "La dynamique associée (à l')intelligence artificielle continue à être un facteur puissant soutenant certains segments du marché, et alimente l'appétit pour le risque",

constatent les stratégestes de LBPAM. "Néanmoins, vu la récente remontée des taux longs et les doutes sur les trajectoires des politiques monétaires, la prise de risque, de manière plus globale, a perdu un peu de sa force sur la plupart des bourses". L'indicateur Ifo du climat des affaires en

Allemagne est attendu à 08h00 GMT, aucun autre indicateur majeur ne devant être publié lundi. Aux valeurs, Stellantis gagne 0,63%, en tête du CAC 40, alors que le groupe s'engagera dans les prochains jours à porter sa production annuelle de véhicules en Italie à un million.

Les Bourses chinoises sans direction claire à l'ouverture

Les Bourses chinoises évoluaient en ordre dispersé lundi dans les premiers échanges, les investisseurs étant dans l'attente de la publication des chiffres de l'inflation américaine cette semaine. A Hong Kong, l'indice Hang Seng était quasiment à l'équilibre, cédant 2,92 points à 18.606,02 points. A Shanghai, l'indice composite avançait de 0,17% à 3.094,14 points tandis que la place de Shenzhen prenait 0,14% à 1.737,25 points.

SELON L'ÉCONOMISTE EN CHEF DE LA BANQUE CENTRALE

La politique de la BCE doit rester restrictive jusqu'en 2025

La Banque centrale européenne (BCE) est prête à réduire ses taux d'intérêt le mois prochain, mais sa politique doit rester restrictive cette année car la croissance des salaires ne se normalisera pas avant 2026, a déclaré lundi Philip Lane, économiste en chef de la BCE, au Financial Times. "Sauf surprise majeure, à l'heure actuelle, les éléments dont nous disposons nous permettent de lever le niveau de restriction le plus élevé", a déclaré l'économiste. "Nous devons encore être restrictifs tout au long de l'année", a-t-il ajouté. "Mais au sein de la zone de restriction, nous pouvons assouplir quelque peu".

"Nous devons voir plus de progrès (sur l'inflation) avant de passer d'une phase restrictive à une flexion sur la normalisation" de la politique monétaire, a ajouté Philip Lane. Pour l'économiste, les responsables politiques de la BCE doivent maintenir les taux en territoire restrictif cette année afin de s'assurer que l'inflation continue à ralentir et ne reste pas au-dessus de l'objectif de la banque, ce qui "serait très problématique et probablement assez difficile à résoudre". Par ailleurs, l'accélération des salaires au premier trimestre a bien été anticipée et un ralentissement est en cours, a précisé Philip

Lane. "La décélération des salaires ne signifie pas nécessairement qu'ils redeviendront immédiatement stable", a déclaré Philip Lane. "Cette année, l'ajustement est clairement très progressif". La croissance des salaires devrait "visiblement" décélérer l'année prochaine et les responsables politiques pourront alors débattre de la normalisation de leur politique. La BCE s'est pratiquement engagée à baisser ses taux le 6 juin, et le débat porte désormais sur la suite de la trajectoire de politique monétaire, les marchés ne pariant plus que sur une baisse des taux après juin en 2024.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 27 Mai 2024 Valeur : 29 Mai 2024				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.3670	134.3820
1	EUR	EURO	145.7613	145.8313
1	GBP	POUND STERLING	171.1464	171.2527
100	JPY	JAPANESE YEN	85.6004	85.6264
1	CNY	CHINESE YUAN	18.5462	18.5485
1	CHF	SWISS FRANC	146.8331	146.8656
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	98.3293	98.3691
1	DKK	DANISH KRONE	19.5392	19.5433
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.6076	12.6120
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.7098	12.7149
1	AED	UAE DIRHAM	36.5784	36.5924
1	SAR	SAUDI RİYAL	35.8255	35.8314
1	KWD	KUWAITI DINAR	437.6775	437.8690
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.8720	43.3028
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.4961	13.4976
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.4498	27.5904
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.5378	3.5382
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.8279	177.8279

La Bourse de Tokyo en hausse derrière Wall Street

La Bourse de Tokyo progressait lundi dans la matinée au diapason de Wall Street, elle-même portée vendredi par le secteur technologique et des données montrant des craintes d'inflation moins fortes de la part des consommateurs américains. L'indice vedette Nikkei augmentait de 0,13% à 38.694,84 points vers 01H00 GMT et l'indice élargi Topix s'adjugeait 0,19% à 2.747,67 points. "La hausse des actions américaines et la baisse des rendements obligataires aux États-Unis contribuent à soutenir le marché" japonais, a commenté Shoji Hirakawa du Tokai Tokyo Intelligence Lab, cité par l'agence Bloomberg.

Les gains devraient cependant être limités alors que les chiffres des revenus et dépenses des ménages américains sont attendus cette semaine, a-t-il ajouté. Le dollar refluit face à la devise japonaise vers 01H00 GMT, un dollar s'échangeant pour 156,70 yens contre 156,99 yens vendredi à 21H00 GMT. L'euro valait 170,03 yens contre 170,28 yens en fin de semaine dernière, et 1,0850 dollar contre 1,0847 dollar vendredi. Le marché du pétrole progressait: le baril de WTI américain gagnait 0,18% à 77,86 dollars vers 01H00 GMT, et le baril de Brent de la mer du Nord avançait de 0,13% à 82,23 dollars.(APS) 56277/520

La Bourse de Paris entame la semaine à l'équilibre

La Bourse de Paris évolue proche de l'équilibre dans les premiers échanges lundi, séance marquée par l'absence des investisseurs américains et avec peu d'indicateurs à l'agenda également. L'indice vedette CAC 40 gagnait 0,37 point à 8.095,34 points peu avant 09H15. Vendredi, il a reculé de 0,09%, amenant son repli sur l'ensemble de la semaine à 0,89%. Les cours des Bourses dans le monde varient en fonction des anticipations sur les politiques

monétaires au gré des indicateurs qui sortent sur l'état de l'économie. Début mai, le ralentissement de l'inflation en avril aux États-Unis selon l'indice CPI et le refroidissement du marché du travail avaient donné de l'espoir dans une politique monétaire plus souple de la Banque centrale américaine et propulsé les indices en Europe à des niveaux records. Mais la semaine passée, l'orientation s'est inversée, notamment avec les données PMI compo-

sité de S&P Global, mesurant l'activité économique aux États-Unis, à son plus haut niveau depuis 25 mois. Si l'activité est forte, la Banque centrale américaine n'a pas d'incitation à desserrer les conditions financières. Ce constat a entraîné une hausse des taux d'intérêt et a pesé sur les cours de Bourse. "Vu la récente remontée des taux longs et les doutes sur les trajectoires des politiques monétaires, la prise de risque, de manière plus globale, a perdu un

peu de sa force sur la plupart des bourses", décrivent les analystes de LBPAM. Sur le marché obligataire, le taux français atteignait 3,05%, stable par rapport à la clôture vendredi mais en hausse par rapport au 2,90% mi-mai.

Contrat pour Thalès

L'opérateur japonais SKY Perfect JSAT a commandé à Thales Alenia Space un satellite géostationnaire "numérique et reconfigurable en orbite", une bonne

nouvelle pour le fabricant européen fragilisé par les mutations du marché des satellites de télécommunications. L'action de Thales baissait de 0,33% à 165,65 euros. TotalEnergies en Amérique latine Les géants pétroliers TotalEnergies (+0,02% à 66,00 euros) et Petrobras ont décidé de lancer l'extension de deux champs pétroliers au Brésil, a indiqué lundi le groupe français, en "forte croissance" dans le pays d'Amérique latine.

POUR BOUCLER SON PLAN DE DÉSENDETTEMENT

Alstom lance une augmentation de capital d'un milliard d'euros

L'équipementier ferroviaire a donné le coup d'envoi ce lundi de cet appel au marché, avec l'émission prévue de 76,9 millions d'actions nouvelles au prix de 13 euros par titre. Ce qui traduit une décote de plus de 30% par rapport au cours de vendredi.

Avec une volatilité très basse sur les marchés actions et un titre en hausse de plus de 25% sur un mois, Alstom a jugé qu'il valait mieux ne pas traîner. L'équipementier ferroviaire avait indiqué au début du mois de mai qu'il comptait effectuer une augmentation de capital d'1 milliard d'euros pour se désendetter. Le groupe s'était donné jusqu'à la fin septembre pour mener cet appel au marché. Il n'a finalement attendu que quelques semaines. Alstom a annoncé ce lundi le lancement de cette augmentation de capital de 1 milliard d'euros via l'émission de 76,86 millions d'actions nouvelles au prix de 13 euros par titre. Ce prix traduit une décote de 30,4% par rapport au cours de clôture de vendredi, de 18,69 euros.

Dilution modérée

L'augmentation de capital maintient le droit préférentiel de souscription (DPS) pour les actionnaires existants, ce qui signifie que les porteurs du groupe pourront exercer ce droit

pour souscrire prioritairement aux actions nouvellement émises, et éviter ainsi d'être dilué. Chaque actionnaire recevra un DPS par action détenue et devra exercer cinq DPS pour souscrire à une action nouvelle. Les porteurs ne souhaitant pas exercer leurs DPS ou seulement en partie pourront les vendre, puisque les DPS seront cotés du 28 mai au 6 juin sur Euronext. Passée cette date, la valeur du DPS sera nulle. Au niveau de la dilution, Alstom indique, à titre illustratif, qu'un actionnaire possédant 1% du capital du groupe et ne participant pas à l'opération verra sa participation ramenée à 0,83%. La période de souscription aux actions nouvelles s'étendra du 30 mai au 10 juin inclus. Les deux plus importants actionnaires d'Alstom à savoir la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) et Bpifrance participeront à la hauteur de leurs participations respectives, ce qui constituera un apport de fonds de 174 millions d'euros pour le premier et de 75 millions d'euros

pour le second. Cette augmentation de capital constitue le dernier pilier du plan de désendettement d'Alstom de 2 milliards d'euros. La société a également réalisé ou annoncé des cessions d'actifs pour 700 millions d'euros et a émis la semaine dernière une obligation hybride (à mi-chemin entre dette et capital) de 750 millions d'euros. Cet instrument financier est considéré à 50% comme des fonds propres par l'agence de notation Moody's.

Défendre la note de crédit

Rappelons que le but des opérations menées par Alstom reste de maintenir sa note de crédit en catégorie "investment grade", qui rassemble les "bons" émetteurs de dettes. Moody's avait annoncé qu'elle relèverait à "stable" la perspective de la note "Baa3" (la dernière de la catégorie "investment grade") du groupe, une fois toutes ces opérations menées. Pour l'heure, la perspective de cette note se situe à "négative".

FRANCE

Le climat des affaires reste poussif en mai

L'indicateur, qui mesure le moral des chefs d'entreprise, se maintient, en mai, en dessous de sa moyenne de longue période pour le deuxième mois consécutif. Avec une dégradation observée dans le commerce mais aussi dans l'industrie. Dans le commerce de détail et de la réparation automobile, l'indicateur synthétique calculé par l'Insee perd trois points. Dans le commerce de détail et de la réparation automobile, l'indicateur synthétique calculé par l'Insee perd trois points. Le climat des affaires est resté stable en mai, indique l'Insee ce vendredi. Mais il demeure, de ce fait et pour le deuxième mois consécutif, juste en dessous de sa moyenne de longue période. Nouveau signe que la reprise attendue reste poussive. Cette stabilité masque des situations contrastées selon les secteurs. Si les statisticiens publics constatent une amélioration de la situation conjoncturelle dans les services, celle-ci est « contrebalancée » par la dégradation observée dans le commerce mais aussi dans l'industrie. Une situation qui se reflète du côté de l'emploi.

Amélioration fragile dans les services

Si le climat de l'emploi s'avère lui aussi stable et au-dessus de sa moyenne de longue période, les soldes d'opinion des chefs d'entreprise se « dégradent » dans l'industrie et le bâtiment et restent mieux orientés dans les services (hors agence d'intérim). Dans le détail, ce sont donc les services qui permettent au climat des affaires de rester à peu près à flot. Mais la situation y reste fragile. Le climat des affaires dans ce sec-



teur est seulement qualifié d'« un peu plus favorable » par les statisticiens de l'Insee. Et si le solde d'opinion sur l'activité prévue « rebondit nettement et repasse au-dessus de sa moyenne de longue période », l'horizon n'est pas totalement dégagé. Dans le même temps, en effet, « le solde relatif à l'incertitude économique ressentie augmente légèrement » pour le quatrième mois consécutif.

Vers une remontée des prix dans le commerce

Dans les autres secteurs, la situation s'avère aussi moins bien orientée. Selon les chefs d'entreprise interrogés ce mois-ci, le climat des affaires dans l'industrie diminue de nouveau. Et l'indicateur synthétique repasse sous sa moyenne de longue période (100). En cause, le fait que leur opinion sur

leurs perspectives personnelles de production au cours des trois prochains mois se dégrade « nettement ». La morosité est aussi de mise dans le commerce, et plus particulièrement dans celui de détail, ce qui n'est pas un bon signe pour le moteur de la consommation. D'autant plus que les chefs d'entreprise du secteur anticipent une remontée des prix, après une accalmie en avril. En tenant compte du commerce de détail et de celui de la réparation automobile, l'indicateur synthétique calculé par l'Insee perd trois points et repasse juste au-dessous de sa moyenne de longue période. Dans le commerce de gros, la situation se dégrade aussi, notamment du fait de « la baisse des soldes d'opinion sur les ventes à l'étranger et les livraisons reçues de l'étranger ».

EASYJET

De nouveaux investissements en vue d'un été record

La compagnie aérienne a investi dans un centre de contrôle tout neuf près de Luton au nord de Londres et multiplié les embauches en prévision d'un été qui pourrait enregistrer des records de vols. Un centre de contrôle flamboyant neuf, de l'intelligence artificielle et des effectifs renforcés: après deux étés marqués par des retards et annulations, la compagnie aérienne britannique Easyjet assure être prête pour transporter 300.000 passagers par jour pour un pic estival qu'elle espère "record". Le "Centre de contrôle intégré" (ICC), près de l'aéroport de Luton au nord de Londres, est en quelque sorte la tour de contrôle de la compagnie. Gestion des équipages, planification des vols, surveillance technique des avions et information des passagers, il est chargé d'articuler les opérations et de gérer les crises. "Nous avons plus que doublé nos effectifs" à l'ICC ces deux dernières années, assure Gill Baudot, directrice du contrôle du réseau chez Easyjet. Derrière elle, plus de 250 employés se relayent nuit et jour, les yeux rivés sur des ordinateurs aux larges écrans courbes. Lorsqu'un avion ne peut décoller comme prévu, en raison d'un problème technique ou de la météo par exemple, ce sont eux qui sont chargés de réorganiser les vols et les équipages, d'envoyer si nécessaire un appareil de remplacement, de retarder ou, dans le pire des cas, d'annuler. Le redémarrage des voyages après la pandémie avait été terni il y a deux ans par de nombreuses annulations, en particulier chez Easyjet, dans un secteur qui peinait à recruter. L'an dernier, des restrictions liées au contrôle du trafic aérien en Europe avaient conduit à de nouvelles annulations. Cela n'a pas empêché la compagnie lowcost d'engranger des recettes historiques en juillet et août dernier, et la compagnie espère assister cette année encore à une saison estivale "record". "Au cours des prochains mois, nous assurerons près de 2.000 vols quotidiens et transporterons 300.000 passagers par jour", a indiqué Mme Baudot. Par une grande baie vitrée se dessine, au loin, la piste de l'aéroport de Luton. Un appareil de la compagnie au logo orange s'élance dans les airs, survole le bâtiment avant de disparaître dans un grondement étouffé.

DÈS 2026

Peugeot confirme qu'il veut généraliser le volant rectangulaire dans ses voitures

Peugeot lancera son premier modèle à "volant rectangulaire" vers 2026 avant de le généraliser à d'autres véhicules plus tard. La marque parle d'agilité avec un angle de direction réduit. Mais quid des manœuvres d'évitement ?



Le salon Vivatech avait quelques surprises automobiles à réserver à ses visiteurs, comme le Tesla Cybertruck, qui fait une incursion en France, alors que sa commercialisation en Europe n'est toujours pas à l'ordre du jour. Mais les plus curieux auront aussi remarqué un drôle d'équipement sur le stand Peugeot, qui dévoile l'Hypersquare, un volant au format hyper compact dans la tradition récente de la marque et surtout... rectangulaire. Ce qui n'est pas sans rappeler le fameux "Yoke" de Tesla ou encore le volant façon manche d'Air-

bus chez Lexus. Mais, à l'inverse de ces deux marques qui n'ont pas l'intention d'en faire l'alpha et l'oméga du volant, Peugeot a bel et bien l'objectif de généraliser ce drôle d'instrument de conduite après 2026.

Le volant rond va-t-il disparaître ?

Le concept-car Inception dévoilé par Peugeot à Vivatech nous rappelle que le constructeur aime les formes anguleuses, les angles marqués et fuit désormais les courbes douces au profit d'un style taillé à la serpe. Et cela vaut pour le volant, qui passerait du rond au rectan-

gulaire. C'est en tout cas ce qu'affirme Jérôme Micheron, le chef produits de Peugeot, cité par l'AFP : "il signera toutes les futures Peugeot développées par la suite. Sur ce volant-là, on contrôle la voiture uniquement en faisant des mouvements de 150° : c'est moins d'efforts, et on garde une sensation d'agilité". La première Peugeot à inaugurer ce volant original sera lancée en 2026. C'est notamment à ce moment-là que nous découvrirons le futur 2008 et la 208 de troisième génération, sur la plateforme STLA Small. Heureusement, Peugeot ne semble pas vouloir faire disparaître les comodors, à l'inverse de

Tesla. Des clients auraient par ailleurs déjà testé un prototype de volant rectangulaire et se seraient vite "adaptés". Rappelons tout de même que tout le monde ne s'est pas forcément adapté au petit volant placé très bas sur les Peugeot actuelles, avec l'instrumentation en position haute. Pour l'heure, rien n'indique en tout cas que ce volant sera imposé, ni qu'il remplacera totalement le volant rond. Peugeot pourrait très bien offrir le choix, même si cela pourrait augmenter les coûts et compliquer la tâche à la marque puisque cet Hypersquare est spécifiquement conçu pour une direction hyper courte et surtout "by wire", sans colonne de direction.

Une technologie complexe

Et puis, quid de la gestion des manœuvres d'évitement avec un tel angle ? 150°, c'est particulièrement court, et nous l'avons déjà constaté lors de nos tests de directions à démultiplication variable. La calibration est complexe, puisqu'elle doit couvrir tous les usages, de la ville à l'autoroute. On se souvient notamment du mode "City" de Fiat dans les années 2000, qui jouait simplement sur la consistance de la direction (plus souple en ville, plus dure en dehors). Mais nous verrons si Peugeot parvient à combiner le mini volant rectangulaire avec une direction aussi directe et rapide en toute situation. Pour cela, le lion pourra s'appuyer sur l'équipementier, qui aura la charge du développement et de la production de cette technologie. Affaire à suivre.

BMW CONCEPT SKYTOP

Une M8 cabrio avec une touche de magie



Présumé au Concorso d'Eleganza Villa d'Este, le BMW Concept Skytop est une interprétation étonnamment élégante de la féroce M8 Competition Convertible. Au Concorso d'Eleganza Villa d'Este, BMW a présenté le Concept Skytop, un exemplaire unique présenté comme une étude de

design basée sur une M8 Competition Cabriolet. Sous le capot sévit donc toujours le V8 4,4 litres de 625 ch et 750 ch, mais il troque sa carrosserie musclée pour une ligne plus élancée. Les sièges arrière et le mécanisme de toit automatique passent à la trappe, le Concept Skytop s'en tenant à des panneaux de toit amovibles manuellement

et garnis de cuir qui se raccordent joliment à un arceau de sécurité de type targa. Le Skytop se distingue par des phares plus effilés et une calandre aplatie et éclairée, tandis que l'intérieur marron foncé confère à l'habitacle moderne une classe à l'ancienne. Toutefois, l'immense plage arrière constitue la pièce maîtresse de cette élégante créa-

tion BMW. L'équipe de designers à l'origine du Concept Skytop l'associe à des modèles désormais emblématiques tels que la 503 et le Z8, mais nous pensons plus volontiers à la Vision 6 de Mercedes-Maybach et même aux carrosseries spéciales basées sur la Rolls-Royce Droptail. Que du beau monde, quoi.

VAPOTAGE ET ARÔMES

une étude utilisant l'IA révèle une bombe à retardement pour la santé publique

La cigarette électronique ou e-cigarette, apparue en 2007, est souvent présentée comme une aide au sevrage du tabagisme. Les puffs, cigarettes électroniques jetables, contenant ou non de la nicotine, aux arômes sucrés, de fruits, de chocolat ou de barbe à papa, sont particulièrement prisées des jeunes. Une récente étude montre que ces arômes, s'ils ne présentent pas de danger dans l'alimentation, peuvent être nocifs lorsqu'ils sont chauffés lors du vapotage.

Le vapotage, ou inhalation de vapeur produite par le chauffage des e-liquides, a émergé comme une alternative à la cigarette traditionnelle. Initialement conçus pour contenir principalement de la nicotine, du propane-1,2-diol, du propane-1,2,3-triol et de l'eau, les e-liquides ont rapidement évolué pour inclure une vaste gamme d'arômes chimiques, suscitant des préoccupations quant à leur décomposition thermique et aux risques pour la santé associés. La décomposition par pyrolyse de ces arômes pourrait en effet produire un grand nombre d'entités chimiques secondaires, dont certaines pourraient présenter des risques accrus pour la santé.

Une équipe de chercheurs composée d'Akihiro Kishimoto (IBM Research – Tokyo) et de Dan Wu et Donal F. O'Shea (Département de chimie, Royal College of Surgeons – Irlande) s'est intéressée au sujet. Pour eux, "l'exposition prolongée à ces produits chimiques et à leurs produits de pyrolyse rend plausible que nous soyons sur la ligne de départ d'une nouvelle vague de maladies chroniques qui n'émergera que dans 15 à 20 ans".

Ils ont étudié 180 produits chimiques utilisés pour créer divers arômes. L'examen détaillé de leurs composés a identifié 66 esters, 46 cétones et aldéhydes, 27 alcools et acétals, 26 composés aromatiques, hétérocycles et carbocycles, ainsi que 15 acides carboxyliques et amides ce qui, selon eux, indique clairement le potentiel d'une large gamme de réactions de pyrolyse.



Méthodologie

Pour évaluer ces risques, une approche combinant apprentissage profond et données expérimentales de spectrométrie de masse (MS) a été utilisée. Un réseau neuronal convolutif (NN) a été entraîné pour prédire la réactivité à la pyrolyse de ces 180 produits. Les résultats ont généré 7307 produits de pyrolyse potentiels. Pour valider ces prédictions, la masse moléculaire des produits a été corrélée avec les données de fragmentation obtenues par MS, permettant d'identifier 1169 correspon-

dances avec une priorité pour une analyse approfondie.

Ils ont ensuite appliqué des classifications du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (SGH) pour évaluer la toxicité des composés identifiés, en se basant sur des critères tels que la toxicité aiguë, le danger pour la santé et l'irritation.

Résultats

Sur ces 1169 composés, 127 ont été classés comme toxiques aigus, 153 comme dangereux pour la santé et 225 comme irritants.

Les chercheurs soulignent que bien que le vapotage partage certaines caractéristiques avec le tabagisme traditionnel, il présente un ensemble distinct de risques pour la santé en raison de composés potentiellement plus dangereux. Comparer uniquement le vapotage au tabagisme "peut donner un faux sentiment de sécurité, en particulier pour les jeunes non-fumeurs de tabac". Ils estiment essentiel d'adopter des réglementations qui protègent à la fois les fumeurs cherchant à se sevrer et les jeunes générations. Ils recommandent une limitation stricte des substances chimiques dans les e-liquides pour la sécurité de tous.

Le ransomware ShrinkLocker verrouille les données avec BitLocker

Des chercheurs de Kaspersky ont découvert un ransomware nommé ShrinkLocker qui s'appuie sur BitLocker pour chiffrer les données de ses victimes. Une technique qui commence à se diffuser chez les cybercriminels. Les pirates auraient-ils trouvé en BitLocker un allié de poids dans leurs opérations ? Les récents travaux des chercheurs de Kaspersky le laissent à penser. En effet, ils ont découvert un ransomware qui se sert de l'outil de chiffrement de Windows pour verrouiller les données de ses victimes. Son nom est ShrinkLocker, car d'une part, il s'appuie sur BitLocker et d'autre part, il réduit la taille de chaque partition de non-boot de 100 Mo. Une fois installé sur un terminal, ShrinkLocker exécute un script VisualBa-

sic qui invoque d'abord Windows Management Instrumentation (WMI) et la classe Win32_OperatingSystem pour obtenir des informations sur le système d'exploitation. « Pour chaque objet figurant dans les résultats de la requête, le script vérifie si le domaine actuel est différent de celui de la cible », écrivent les chercheurs de Kaspersky. « Si c'est le cas, le script se termine automatiquement. Ensuite, il vérifie si le nom du système d'exploitation contient 'xp', '2000', '2003' ou 'vista', et si la version de Windows correspond à l'une d'entre elles, le script se termine automatiquement et se supprime ». Il continue ensuite à utiliser WMI pour obtenir des informations sur l'OS. Puis il exécute les opérations de redimensionnement du disque ou du lec-

teur, qui peuvent varier en fonction de la version du système d'exploitation détectée. Le ransomware n'effectue ces opérations que sur les lecteurs locaux et fixes. La décision de ne pas toucher aux lecteurs réseau est probablement motivée par le souhait de ne pas déclencher les protections de détection du réseau.

Un verrouillage complet et de plus en plus utilisé

Finalement, ShrinkLocker désactive les protections conçues pour sécuriser la clé de chiffrement BitLocker et les supprime. Il enclenche ensuite l'utilisation d'un mot de passe, à la fois comme protection contre toute personne reprenant le contrôle de BitLocker et comme chiffrement des données du système. La sup-

pression des protections par défaut a pour but d'empêcher le propriétaire du terminal de récupérer sa clé. ShrinkLocker génère ensuite une clé de chiffrement de 64 caractères.

Le décryptage des lecteurs sans la clé fournie par l'attaquant est difficile, voire impossible dans de nombreux cas. Les chercheurs soulignent par ailleurs que ShrinkLocker n'est pas le premier malware exploitant BitLocker. En 2022, Microsoft a signalé que des attaquants de ransomware ayant un lien avec l'Iran utilisaient également l'outil pour chiffrer des fichiers. La même année, l'entreprise agricole russe Miratorg a été attaquée par un ransomware qui utilisait BitLocker pour chiffrer les fichiers résidant dans le système de stockage des terminaux compromis.

Mots fléchés

Signe du zodiaque	↓	Entièrement	↓	Arbre à latex	↓	Antique	↓	Détruire par le feu	↓	Orient	↓	Déchet	↓
Mille-pattes				Retirés				Commune du Hainaut		Longue période			
	→			↓				↓		↓		Représentant	
Gibiers		Lettre grecque	→			Succinctes	→					↓	
	↓	Grand oiseau	↓			Insecte noir	→				Distance chinoise	→	
						Mentionnée	↓				Vedette	↓	
Conifères	→				Affluent de la Dordogne	→				Austral	→		
Attachée					Troupe					Camarade			
	↓			Département	→			Rongeur	→	↓		Largeur d'étoffe	
				Parée	↓			Soldat américain	↓			↓	
Négociateurs		Anéantissement	→				Initiales de Mr Strauss-Kahn		Douleur	→			Située chez le notaire
	↓	Antanana-rivo	↓				↓		Résines fossiles	↓			↓
Côte	Périodes	→						Finissage		Prénom anglais	Pieu	Alcaloïde	
	Tenta	↓				Berbères	→	↓		↓	↓	↓	
						Souvent artésien	↓						
Possessif	→			Affluent du Rhône		Effondrement		Petit fruit	→				
Proclamations				↓	Trou normand	→		Faille	→				Habitudes
								Geste de scout	↓				
Capitale de l'Algarve au Portugal	Arrose St-Omer	→		Petits chapeaux	→					Cérium	Petit ruisseau	→	
	Tristesse	↓											
				Alliance atlantique	→				Hurllements	→			
				Volatile	↓				Stigmate	↓			
Chats	→						Prière	→			Mot de peste		Pan-pan
Renouveau							Prénom de Lupin	↓					
						Vieux Animal rampant	→				Navire	→	
Note de musique	→			Privés de lait	→					Poisson d'eau douce		Ballast	
Astate										↓			
		Constellés	→					Titane	→		Libre service	→	
		Équerres	↓								Possédés	↓	
Note de musique	→			Purifié	→			Pensées	→				
Principe de vie								Champion	↓				
				Unique	→	Baigneuse	→						
Agence spatiale	→			Opinion	→					Petite sainte	→		

Cinq morts et 140 blessés le week-end dernier

Cinq (5) personnes ont trouvé la mort et 140 autres ont été blessées dans 119 accidents de la route survenus en zones urbaines le week-end dernier, a indiqué lundi un communiqué des services de la Sûreté nationale. Le facteur humain demeure la principale cause de ces accidents, selon les données des services compétents de la Sûreté nationale, a précisé la même source. Dans ce cadre, la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) réitère son appel aux usagers de la voie publique à la prudence et au respect du code de la route, rappelant les numéros vert 1548 et de secours 17 mis à la disposition des citoyens 24h/24 pour tout signalement, conclut le communiqué.



FORUM DU SOMMET MONDIAL SUR LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

Karim Bibi Triki aujourd'hui à Genève

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, prend part, à partir de lundi, au Forum du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) qui se tient à Genève (Suisse), indique un communiqué du ministère. Ce Forum, organisé par l'Union internationale des télécommunications (UIT), en collaboration avec des agences onusiennes et des partenaires, est "un événement important après vingt ans de progrès accomplis dans la mise en œuvre des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information de Genève en 2003 et de Tunis en 2005", selon la même source. Au cours de ces deux étapes, "un cadre de coopération mondiale a été mis en place pour construire des sociétés de l'information et de la connaissance à dimension humaine, inclusives et axées sur le développement", précise le communiqué. Lors de ce Forum, M. Bibi Triki participera à des séances de haut niveau et à une table ronde ministérielle et rencontrera nombre de ses homologues des pays membres de l'UIT, ainsi que des responsables de cette organisation, pour "échanger et passer en revue les possibilités et perspectives de coopération dans ce domaine", conclut la même source.

OUM EL BOUAGHI

25.000 m3/j d'eau supplémentaires pour approvisionner 8 communes

Un volume supplémentaire de 25.000 m3 d'eau prélevés du barrage d'Ouerkiss de la commune d'Ain Fakroun est mobilisé quotidiennement pour renforcer l'approvisionnement en eau potable de huit (8) communes de la wilaya d'Oum El Bouaghi, a indiqué lundi le directeur de l'unité locale de l'Algérienne des eaux (ADE), Salah Attoui. Ce volume portera la quantité d'eau de 70.000 m3/j à 95.000 m3/j à la faveur de la mise en service d'une nouvelle station de pompage qui s'ajoute aux deux autres déjà opérationnelles, a précisé à l'APS le même responsable. Ces quantités supplémentaires appelées à améliorer l'approvisionnement en eau potable de la population bénéficient aux communes d'Ain Fakroune, Henchir Toumghani Ain Kercha, Ain M'lila, Souk Naamane (Ouest de la wilaya), Oum El Bouaghi, Ain Beida et Berriche (Est de la wilaya), selon la même source. Au cours de l'année 2024, la commune de Meskiana sera alimentée depuis le barrage d'Ouerkiss par 5.000 m3/jour via la station de pompage de la localité d'Ain Oum Djemel de la commune d'Ain Beida, a encore indiqué M. Attoui.

ALGÉRIE-SLOVÉNIE

Signature de plusieurs accords de coopération

Synthèse S T

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, hier, en compagnie du Premier ministre de la République de Slovénie, Robert Golob, la cérémonie de signature de plusieurs accords de coopération entre les deux pays. La cérémonie de signature s'est déroulée au siège de la Présidence de la République, à l'issue des entretiens entre le Président de la République et le Premier ministre de la République de Slovénie, avant de s'élargir aux délégations des deux pays. Il s'agit d'un accord de coopération entre le Gouvernement algérien et son homologue slovène, portant exemption réciproque de visas de courts séjours pour les titulaires de passeports diplomatiques, signé par le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Lounès Magramane, et son homologue slovène. Un mémorandum d'entente a été signé entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et le ministère slovène de la Transition numérique, en matière d'intelligence artificielle, par le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, et le ministre

slovène de l'Environnement, du climat et de l'Energie, Bojan Kumar.

Signature d'un contrat entre Snatrach et Geoplan

Par ailleurs dans le domaine énergétique, un contrat de partenariat a, également, été signé entre la compagnie Sonatrach et la compagnie slovène "Geoplan", par le PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi, et le Directeur général de la compagnie slovène. Cet accord, négocié dans le cadre du contrat d'achat et de vente de gaz naturel liant les deux sociétés, porte sur l'accroissement des quantités de gaz naturel acheminées vers la Slovénie via le gazoduc reliant l'Algérie à l'Italie, a précisé Sonatrach dans un communiqué. Cet accord constitue ainsi une étape supplémentaire vers le renforcement des liens énergétiques entre l'Algérie et la Slovénie. En vertu de cet accord, la SONATRACH consolide sa position sur le marché slovène, tout en répondant à la demande croissante de gaz naturel sur le marché européen. Cette collaboration renforce non seulement la présence de l'Algérie sur la scène énergétique internationale, mais témoigne également de son engagement à étendre les sujets de coopération écono-

mique bilatérale à un niveau plus avancé.

« Entre l'Algérie et la Slovénie, l'entente est totale »

Le Premier ministre slovène Robert Golob a souligné la convergence totale entre l'Algérie et la Slovénie, en tant que membres non permanents du Conseil de sécurité pour trouver des solutions à de nombreuses questions internationales, notamment la question palestinienne et la situation dans la bande de Gaza. S'exprimant au sortir de l'audience que lui a accordé le président de la République Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre slovène a révélé que les discussions ont porté sur de nombreuses questions d'actualité, notamment, la situation dans la bande de Gaza. Dans sa déclaration de presse, Robert Golob a affirmé que ses entretiens avec le Président Tebboune ont permis de réaffirmer « la convergence des points de vue sur de nombreuses questions d'actualité, en particulier le droit des peuples à la liberté et à l'autodétermination ». Le Premier ministre slovène, après avoir inauguré l'ambassade de son pays en Algérie, a exprimé l'espoir que l'Algérie ouvrira son ambassade en Slovénie à l'automne prochain.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Signature d'une convention entre l'Université d'Oran- 2 et l'Université de Sfax

L'université d'Oran-2 "Mohamed Benahmed" a signé un accord de jumelage avec l'Université de Sfax (Tunisie) visant à renforcer la coopération entre les deux parties dans les domaines de l'enseignement et la recherche, a-t-on appris, lundi, auprès de cet établissement de l'enseignement supérieur de la capitale de l'Ouest du pays. L'accord, signé par le recteur de l'Université d'Oran-2, Pr Ahmed

Chaalal, et le président de l'Université de Sfax, Abdelwahed Mokni, prévoit le renforcement de la coopération dans le domaine de l'échange de docteurs et de la double supervision de leurs thèses, de même qu'il comprend le renforcement conjoint des méthodes pédagogiques, selon la même source, ajoutant que ce renforcement comprend également des programmes d'études conjoints.

L'accord prévoit l'échange d'étudiants de Licence et de Master, ainsi que celui des membres de conseils pédagogiques et de recherche, outre la réalisation de projets de recherche et études en commun avec échange de publications académiques et de documents scientifiques. Il sera procédé, également, à la faveur de cet accord, à l'échange des administrateurs et des techniciens dans le cadre d'échange

d'expertises et d'expériences en matière de gestion, afin de tirer vers le haut la qualité du système d'enseignement supérieur entre les deux Universités. La coopération touchera également certaines activités extérieures conjointes, à l'instar de l'organisation de conférences, de séminaires et d'universités d'été, a-t-on ajouté de même source.

CONSEIL DE LA NATION

Participation au Dialogue des Parlements arabes à Amman

Une délégation parlementaire du Conseil de la nation pendra part, les 29 et 30 mai à Amman (Jordanie), au Dialogue des Parlements arabes, organisé par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), en collaboration avec la Ligue arabe, a indiqué ce lundi un communiqué de la chambre haute du Parlement. « Chargée par le président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil, une délégation parlementaire du Conseil de la nation prendra part au Dialogue des

Parlements arabes sur la révision régionale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing après 30 ans, organisé les 29 et 30 mai 2024 à Amman (Jordanie) par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, en collaboration avec la Ligue arabe et ONU Femmes », a précisé le communiqué. Ce Dialogue s'inscrit dans le cadre des « préparatifs de la célébration, l'année prochaine, du 30e anniversaire de l'adoption, par les Etats du monde, de la Déclaration et du Programme d'ac-

tion de Beijing (septembre 1995) », selon la même source. Il vise à présenter le processus d'évaluation de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing au double plan national et régional, à échanger les expertises et les meilleures pratiques sur le rôle des Parlements arabes dans la promotion de la condition des femmes et à discuter des défis auxquels sont confrontés les législateurs dans l'adoption des législations nationales se rapportant aux questions des femmes, a ajouté le communiqué.